

Accord-cadre n°2025-001

**Travaux de construction, réhabilitation,
restructuration et entretien courant des
bâtiments et sites de l'Université de
Bordeaux**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique (CCP).

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE CHAPEAU – DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 2. ALLOTISSEMENT, PERIMETRE ET CONTENU DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3. FORME, DUREE ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	20
3.1 FORME DU CONTRAT	20
3.2 DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	20
3.3 MONTANT DES ACCORDS-CADRES.....	21
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	22
4.1 PIECES CONSTITUTIVES DES ACCORDS-CADRES	22
4.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS DU MARCHE SUBSEQUENT A LA SURVENANCE DU BESOIN POUR LES ACCORDS-CADRES 15 ET 16.....	23
ARTICLE 5. PRECISIONS SUR LES SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	23
ARTICLE 6. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	23
ARTICLE 7. MODALITES DE COMMUNICATION.....	24
ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES	25
8.1 EXECUTION DE PRESTATIONS PAR L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE.....	26
8.2 EXECUTION DE PRESTATIONS PAR LA CONCLUSION DE MARCHES SUBSEQUENTS A LA SURVENANCE DU BESOIN POUR LES LOTS 15 ET 16.....	29
ARTICLE 9. DISPOSITIONS FINANCIERES DES ACCORDS-CADRES	34
9.1 FORME DU PRIX	34
9.2. CONTENU DES PRIX.....	34
9.3 EVOLUTION DES PRIX	37
ARTICLE 10. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE	40
10.1 INTERLOCUTEURS DU TITULAIRE	40
10.2 CONDUITE DE L'OPERATION ET MAITRISE D'ŒUVRE	40
ARTICLE 11. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	41
11.1 REUNIONS DE LANCEMENT DE L'ACCORD-CADRE ET DE SUIVI TECHNIQUE	41
11.2 IMPLANTATION DES OUVRAGES	41
11.3 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	41
11.4 CALENDRIER D'EXECUTION DES TRAVAUX	42
11.5 ORGANISATION HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	44
11.6 LOCAUX DE STOCKAGE ET BUREAUX.....	45
ARTICLE 12. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	45
12.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.....	45
12.2 RECEPTION.....	45
12.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	46
12.4 DELAIS DE GARANTIE	46
ARTICLE 13. SOUS-TRAITANCE.....	47
ARTICLE 14. CLAUSES SOCIALES	48
14.1 DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX CLAUSES SOCIALES.....	48
14.2 CLAUSES SOCIALES POUR LA PART DE L'ACCORD-CADRE EXECUTEE A BONS DE COMMANDE	50
14.3 CLAUSES SOCIALES DU MARCHE SUBSEQUENT A LA SURVENANCE DU BESOIN POUR LES LOTS 15 ET 16 DE L'ACCORD-CADRE	52
ARTICLE 15. ETAT RECAPITULATIF DES TRAVAUX EXECUTES	53

ARTICLE 16. PENALITES ET DEFAILLANCE.....	54
16.1 PENALITES	54
16.2 DEFAILLANCE DU TITULAIRE	57
ARTICLE 17. FACTURATION – PAIEMENT	58
17.1 PRESENTATION DES FACTURES.....	58
17.2 ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS	59
17.3 MODALITES DE REGLEMENT ET DE FINANCEMENT – CHORUS PRO	59
17.4 FORMES PARTICULIERES DES PROJETS DE DECOMPTES.....	60
17.5 CAUTIONNEMENT ET RETENUES DE GARANTIE	61
17.6 AVANCE.....	62
ARTICLE 18. ASSURANCE	62
ARTICLE 19. OBLIGATIONS DES TITULAIRES DE L’ACCORD-CADRE.....	63
ARTICLE 20. CONDITIONS DE RESILIATION	63
20.1 RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL.....	63
20.2 RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE POUR FAUTE DU TITULAIRE	63
20.3 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	64
20.4 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	64
20.5 RESILIATION POUR ABSENCE REPETEE DE REPONSE	64
ARTICLE 21. LITIGES.....	65
ARTICLE 22. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	65

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE CHAPEAU – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent accord-cadre a pour objet les travaux de construction, réhabilitation, restructuration et entretien courant des bâtiments et sites de l'Université de Bordeaux.

L'accord-cadre a vocation à répondre :

- à un besoin de :
 - travaux relatifs à des opérations de construction, réhabilitation et/ou de restructuration concernant des locaux, des réseaux et des installations techniques,
 - travaux d'amélioration ou de maintien en état du patrimoine concernant des locaux, des réseaux et des installations techniques.
- aux situations d'urgence pour des travaux et notamment les suivantes :
 - sinistre (incendie, inondation, tempêtes, sécurité des biens et/ou des personnes...);
 - dysfonctionnements altérant l'activité de recherche et/ou d'enseignement.

Nota : l'urgence s'apprécie au cas par cas. L'université doit être en mesure de justifier le caractère objectif de l'urgence. L'urgence s'apprécie strictement (événement imprévisible, incompatible avec les délais de procédures des marchés subséquents).

L'accord-cadre n'a pas vocation à répondre :

- aux travaux relatifs aux opérations de restructuration et/ou de rénovation lourde ou de construction que l'université déciderait de traiter en opérations spécifiques ;
- aux travaux ne relevant pas du périmètre technique du présent marché ;
- aux prestations entrant dans le cadre des contrats d'exploitation ou de maintenance, conclus par l'Université.

Les bons de commande et les marchés subséquents issus de l'accord-cadre porteront également sur la réalisation de travaux de construction, réhabilitation, de restructuration et d'entretien courant des bâtiments et sites de l'université de Bordeaux.

Les demandes émaneront principalement du pôle Patrimoine & Environnement de l'Université de Bordeaux, mais elles pourront également émaner de l'ensemble des autres composantes de l'établissement.

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, l'Université se réserve le droit de passer un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées à l'un des titulaires de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné passé après mise en concurrence.

Il est expressément précisé que l'Université réalise un grand nombre de ces travaux durant les congés universitaires estivaux (juillet et août) ainsi que les congés des fêtes de fin d'année. Les titulaires sont informés que le mois d'août est particulièrement le mois de l'année le plus propice à la réalisation de travaux.

ARTICLE 2. ALLOTISSEMENT, PERIMETRE ET CONTENU DES PRESTATIONS

L'accord-cadre n°2025-001 constitue l'accord-cadre chapeau de la procédure, qui se décompose en 16 lots, donnant chacun lieu à la conclusion d'un accord-cadre spécifique comme suit :

N° lot	Intitulé du lot	N° accord-cadre BdC	N° accord-cadre MS	Périmètre géographique	Nombre de titulaires de l'accord-cadre	Modalités d'exécution de l'accord-cadre
1	Désamiantage	2025-001/001		Zones 1 et 2	Mono-attributaire	Bons de commande
2	Démolition / Maçonnerie	2025-001/002		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
3	Faux-plafond / Plâtrerie / Peinture / Sols souples	2025-001/003		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
4	CVC / Plomberie sanitaire (Bordeaux)	2025-001/004		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
5	CVC / Plomberie sanitaire (Domaine universitaire)	2025-001/005		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
6	Électricité (Bordeaux)	2025-001/006		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
7	Électricité (Domaine universitaire)	2025-001/007		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
8	Toitures terrasses étanchéité	2025-001/008		Zones 1 et 2	Mono-attributaire	Bons de commande
9	Toitures traditionnelles et reprise charpentes	2025-001/009		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
10	Menuiseries intérieures et extérieures bois, aluminium, miroiterie et cloisons modulaires	2025-001/010		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
11	Menuiseries intérieures et extérieures acier / Serrurerie	2025-001/011		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
12	Stores et occultations	2025-001/012		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
13	Nettoyage et reprise des façades et Isolation par l'extérieur (ITE)	2025-001/013		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
14	Nettoyage de bâtiment par drone	2025-001/014		Zone 1	Mono-attributaire	Bons de commande
15	Voirie Réseaux Divers - VRD	2025-001/015	2025-002	Zone 1	3 titulaires	Bons de commande en cascade / Marché subséquent
16	Tous corps d'état - TCE	2025-001/016	2025-003	Zones 1 et 2	3 titulaires	Bons de commande en cascade / Marché subséquent

Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter des offres pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

- **Périmètre géographique** des travaux objets de l'accord-cadre correspond à l'ensemble des sites de l'université de Bordeaux, à savoir selon les lots de l'accord cadre et se décompose de la façon suivante :

Sites situés en Zone 1*		Sites situés en Zone 2
Bordeaux	Domaine universitaire	<ul style="list-style-type: none"> - Campus Agen (Campus du Pin, Michel Serres) - Campus Dax (Institut du Thermalisme) - Campus Périgord (Périgueux et les Eyzies-de-Tayac) - Site de Bayonne (STAPS Anglet) - INSPE Mont-de-Marsan - INSPE Pau
<ul style="list-style-type: none"> - Campus Carreire - Campus Victoire - Campus Bastide (PUSG) - Site Pey-Berland (PJJ) - Site de Mérignac (Institut Evering) - INSPE Caudéran et Mérignac - Site de Floirac (Observatoire) - Maison Internationale 	<ul style="list-style-type: none"> - Campus Peixotto (y compris le Jardin Botanique) - Domaine du Haut-Carré - Site de Villenave d'Ornon (ISVV) - Campus Bordes - Campus Monadey - Campus Montesquieu - Campus Rocquencourt (IUT, STAPS, DSI) - Site Haut-Vigneau (CENBG - Gradignan) - ILP (Le Barp) - Station Marine (Arcachon) - Xavier Arnozan (Centre Hospitalier Universitaire) 	
215 994,59 m ² **	299 911,58 m ² **	
<i>*Les titulaires sont informés que pour les lots 4, 5, 6 et 7, une distinction est opérée au sein des sites de la Zone 1 entre les secteurs « Bordeaux » et « Domaine universitaire ».</i>		47 721,57 m ² **
** Les surfaces en m ² susmentionnées sont exprimées en surface de plancher.		
Tout site ou tout bien immobilier dont l'Université pourrait devenir gestionnaire, propriétaire ou usager pendant la durée de l'accord-cadre rentreront dans le périmètre de l'accord-cadre.		
Une cartographie actualisée des sites de l'université est disponible à l'adresse suivante : cartographie.u-bordeaux.fr .		

- **Périmètre technique** : Le périmètre des travaux, objet de l'accord-cadre, et leurs modalités d'exécution sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulière propre à chaque lot de l'accord-cadre et les documents contractuels de l'accord-cadre.

N° DU LOT	INTITULE DE L'ACCORD-CADRE	DESCRIPTION DES PRESTATIONS (NON EXHAUSTIF)	CORPS D'ETAT BATIPRIX
Lot 1	Désamiantage	<ul style="list-style-type: none"> . Installation de chantier protection . Préparation des supports-traitement par fixation-par imprégnation-par encoffrement- en-capsulage par peinture ou par doublage-retrait des matériaux-production du plan de retrait-production des documents de suivi de traitements des matériaux 	BPU Spécifique
Lot 2	Démolition / Maçonnerie	<ul style="list-style-type: none"> . Installation de chantier-protection des baies-clôture signalisation- . Location de matériel-démolition murs, plafond, sol, etc. . Percement divers . Saignées et engravures . Dépose d'éléments de menuiserie-dépose d'éléments de serrurerie- . Terrassement de surfaces-réglage et compactage- terrassement en masse, fouilles, tranchées, etc. . Ouvrage en béton arme, fondations, dalles, plancher, voile, escalier parois maçonnées, briques, béton cellulaire, aggloméré ciment, pavés de verre, etc. . Piochement d'enduits . Mise en œuvre d'enduits ciment . Réalisation de conduit et gaine maçonnées . Petits terrassements pour conduites et canalisations-mise en œuvre de bordures . Mise en œuvre d'isolation doublage collé, verre cellulaire, laine de verre 	CN - Ouvrages communs TCE 01 - Gros-œuvre - Revêtement extérieur 43 - Métallerie (acier - aluminium) 10 - VRD 02 - Plâtrerie (plaque de plâtre)
Lot 3	Faux-plafonds / Plâtrerie / Peinture / Sols souples	<ul style="list-style-type: none"> . Installation de chantier-signalisation . Déplacement de mobilier simple-constitution des protections-scellement et calfeutrement . Mise en œuvre des portes, des fenêtres ou baies libres- . Dépose de faux plafond démontable tous types . Evacuation-mise en œuvre d'ossature de faux plafond . Mise en œuvre des faux-plafonds, dalle, lames, staff, grille. . Plâtrerie : création par carreaux de plâtre, brique, béton cellulaire, cloison alvéolaire, plaques de plâtre sur ossature-enduits plâtres intérieur-mise en œuvre de bloc portes, de baies libres, de trappe, de regard-fourriture de plan de recollement- production des pv cf des matériaux . Revêtement de sol : démolition de sol-évacuation . Préparation des supports, traitement d'ancienne colle- ponçage . Mise en œuvre d'isolant-mise en œuvre de sol souple toutes nature caoutchouc, pvc, textile . Mise en œuvre des accessoires barre de seuils, signalétique mal voyant... . Mise en œuvre de sol souple sur escalier . Réalisation de remontée de plinthes . Mise en œuvre de tapis d'entrée . 	CN - Ouvrages communs TCE 01 - Gros-œuvre - Revêtement extérieur 02 - Plâtrerie (plaque de plâtre) 42 - Menuiserie agencement intérieur 43 - Métallerie (acier - aluminium) 55 - Peinture - revêtement intérieur 60 - Revêtement de sol (sauf carrelage)

Lot 4	CVC / Plomberie sanitaire (Bordeaux)	<p><u>CVC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> . Dépose de chaudière de corps de chauffe, de réseaux apparents, dépose d'accessoires : vase d'expansion, échangeur, pompes... . Fourniture et pose de canalisations de chauffage toutes nature de canalisations fer, polyéthylène, pvc, tresse acier, de radiateurs, de pompes et circulateurs. . Fourniture et mise en œuvre de tous les accessoires sonde, compteur, robinet de réglage purgeur réseaux, purge radiateur, système de désembouage, filtres... . Mise en œuvre de calorifugeage de canalisations des échangeurs de vase d'expansion, ballons... . Fourniture et installation d'automate de pilotage des installations du type CTA (Centrale de traitement d'air), sorbonnes, ventilation de locaux, ventilations d'équipements spécifiques. . Mise en service d'installation, réglage et mise au point d'installation technique de chauffage et ventilation ou traitement d'air pour process. . Travaux d'électricité liés aux installations de GTC (Gestion Technique centralisée) 	
Lot 5	CVC / Plomberie sanitaire (Domaine universitaire)	<p><u>Plomberie, sanitaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> . Dépose de tous éléments de plomberie sanitaire. . Réalisation des saignées et tranchées nécessaires à la pose d'installation sanitaire encastrée. . Mise en œuvre de tube cuivre, de canalisation en fer noir, en polyéthylène, en PVC pression, en acier galvanisé, en polyéthylène, haute densité en fonte SME, PVC multicouche. . Mise en œuvre et raccordement avec tous accessoires, nourrice, siphon de sol, bouchon de visite, aérateur... . Fourniture et mise en œuvre des éléments de sanitaires, receveur de douche, sanitaire, évier, lavabo, lave main, bac à laver, bac de vidange, évier sur meuble. . Fixation de tout accessoires de collectivité pour PMR ou non, comme pied pour bac, abattant de toilette, barre de relevage, cloison séparative d'urinoir, mécanisme de chasse d'eau, bonde et siphon. . Mise en œuvre et réglage d'organe de coupure, vannes, disconnecteur, compteur, détendeur, robinet d'arrêt... Fourniture et pose d'équipement de production d'ECS. Isolation de canalisation d'alimentation en eau. . Calorifugeage de gaine de ventilation. 	<p>CN - Ouvrages communs TCE</p> <p>28 - Plomberie – sanitaire</p> <p>32 - Chauffage</p> <p>34 – Ventilation</p> <p>35 – Climatisation</p>

Lot 6	Électricité (Bordeaux)	<ul style="list-style-type: none"> . Dépose de tous éléments de courant fort ou faible. . Mise en œuvre de câblages CFo/CFa. . Fourniture, mise en œuvre et raccordement d'appareillages (prises, luminaires, interrupteurs, blocs de sécurité, etc.) . Fourniture et mise en œuvre d'éléments de CFA VDI 	CN - Ouvrages communs TCE 38 – Electricité
Lot 7	Électricité (Domaine universitaire)		
Lot 8	Toitures terrasses étanchéité	<ul style="list-style-type: none"> . Démolitions et évacuations . Démolition ou enlèvement (y/c évacuation gravas jusqu'à une hauteur de 15 mètres) . Préparation des supports . Reprise des bétons et préparation des supports . Repose de support neuf . Support d'étanchéité en bac acier . Support d'étanchéité en panneaux de bois . Etanchéité . Ecran pare-vapeur . Isolation sous étanchéité . Performance énergétique . Verre cellulaire . Polyuréthane . Polystyrène expansé . Laine de roche surface soudable . Laine de roche nue . Etanchéité élastomère . Monocouche . Bicouche . Etanchéité par membranes synthétiques . Etanchéité par membranes synthétiques PVC . Etanchéité par membranes synthétiques TPO . Asphalte . Technologie « Cool Roof » . Complexe d'étanchéité avec isolation pour photovoltaïque . En partie courante . Pose des plots à souder . Divers . Protection d'étanchéité . Gravillons . Dépose de la protection lourde 	CN - Ouvrages communs TCE 25 – Etanchéité 20 – Couverture Zinguerie 28 - Plomberie - sanitaire 40 - Charpente et ossature bois 43 - Métallerie (acier - aluminium) BPU Complémentaire : Peinture Coll Roof pour toiture blanche réfléchissante, anti-chaleur et autonettoyante

		<ul style="list-style-type: none"> . Dépose, stockage et réemploi de la protection lourde par gravillons . Fourniture et pose de Gravillons . Etanchéité jardin terrasse . Caissette pré-végétalisée . Chape ciment . Dalles béton sur plots ou sur lit de sables . Dalles céramiques . Dalles et plancher bois . Prestations diverses sur les dalles sur plots . Cheminement techniques . Relevés et chéneaux . Etanchéité des relevés . Relevés d'étanchéité multicouches . Relevés d'étanchéité asphalte . Relevés d'étanchéité PVC . Relevés d'étanchéité FPO . Etanchéité des chéneaux . Eaux pluviales . Descente EP . Boite à eau . Entrées d'eaux . Crapaudine, trop plein inverses . Garde grèves . Crapaudine . Création de trop plein . Sortie de conduits, crosse, bandes . Sortie de conduits . Crosse de câblage électrique aluminium . Crosse de câblage électrique plomb . Sortie de ventilation primaire . Protection et joints de dilatation . Couvertines pour joint de dilatation . Traitement et façon d'étanchéité de joint de dilatation . Divers . Couvertine sur acrotère en aluminium laqué . Bandeaux de façade en aluminium . Lignes de vie . Garde-corps technique . Garde-corps techniques avec fixation autoportants . Garde-corps techniques droits fixés sur dalle . Garde-corps techniques cintrés fixés sur acrotère . Lanterneaux . Lanterneaux fixe . Lanterneau de désenfumage 	
--	--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> . Lanterneau d'accès toiture . Travaux d'entretien d'étanchéité . Prestation d'entretien . Nettoyage des évacuation EP, crapaudine, Enlèvement de débris divers . Nettoyage des couvertures . Contrôle d'étanchéité . Petits travaux . Reprise ponctuelle d'étanchéité par rustine . Reprise de la protection lourde 	
Lot 9	Toitures traditionnelles et reprise charpentes	<ul style="list-style-type: none"> . Dépose – demolition . Dépose et évacuation de la couverture existante . Dépose pour réutilisation de la couverture . Dépose et évacuation de l'isolation existante . Protection . Etanchéité provisoire . Travaux de Préparation . Support . Pièces de bois en douglas naturel (classe 3 non-traité) . Pièces de bois en résineux traité classe 3 . Traitement de la charpente existante . Remplacement/Création de chevêtres . Remplacement ou renforcement des pièces attaquées ou déformées . Isolation . Performances énergétiques . Isolation en combles perdus . Isolation en rampant . Isolation en sur toiture, compris réhausse des accessoires et fenêtres de toit, habillages intérieurs, traitement des rives. . Couverture . Couverture en tuile de terre cuite . Couverture tuile en partie courante . Eléments de couverture en tuile . Couverture en produit verrier . Couverture en ardoise . Couverture ardoise en partie courante . Eléments de de couverture en ardoise naturelle . Couverture en bardeaux bitumés . Couverture zinc . Couverture zinc en partie courante . Eléments de de couverture . Couverture bac acier simple peau (Photovoltaïque) 	<p>CN - Ouvrages communs TCE</p> <p>17 Charpente et couverture métallique</p> <p>20 - Couverture – zinguerie</p> <p>43 - Métallerie (acier - aluminium)</p>

		<ul style="list-style-type: none"> . Couverture bac acier simple peau en partie courante . Eléments de de couverture . Couverture bac acier double peau . Couverture bac acier double peau en partie courante . Eléments de de couverture . Remaniage et réparation de couverture . Remaniage couverture en ardoise . Remaniage couverture en tuile . Remaniage couverture en plaque ondulée . Remaniage couverture à agrafure simple . Raccordement dans pénétrations . Chatière de ventilation . Evacuation des eaux pluviales . Gouttière pendantes . Chêneaux en zinc Erreur ! Signet non défini. . Descente eaux pluviales . Crapaudine, trop plein . Garde grèves . Crapaudine . Création de trop plein . Boîte à eau . Ouvrages complémentaire . Dauphins en fonte . Gargouilles en fonte . Chassis de toiture . Création d'une fenêtre de toit . Remplacement d'une fenêtre de toit . Equipements supplémentaires . Châssis de désenfumage . Création d'un châssis de désenfumage . Remplacement d'un châssis de désenfumage . Sécurisation des interventions ultérieures . Crochets de sécurité . Ligne de vie . Echelle à crinoline . Travaux d'entretien des toitures . Travaux de nettoyage . Nettoyage de la couverture . Nettoyage des évacuation EP, crapaudine, Travaux de vérification . Travaux D'habillage debord de toit . Bandeaux . Habillage sous-toiture 	
--	--	--	--

Lot 10	Menuiseries intérieures et extérieures bois, aluminium, miroiterie et cloisons modulaires	<ul style="list-style-type: none"> . Dépose – révision . Etanchéité provisoire . Dépose et évacuation des menuiseries . Révision des menuiseries intérieures . Révision des menuiseries extérieures . Remplacement de vitrage . . Menuiseries intérieures . Blocs-portes bois . Portes de façades de gaines techniques et trappe de visite . Plinthes bois et divers . Plan de travail . Quincaillerie et accessoires . Arrêts de porte et de fenêtre . Battement de porte . Batteuses . Charnières . Crémones . Entrée d'air autoréglables . Ferme portes . Grille d'aération . Loqueteaux . Mécanismes anti panique . Patères . Paumelles (la paire) . Pentures (la paire) . Poignées . Verrous . Ventouses . Ferrage de portes complet compris verrous, plaques (serrures et cylindres sur catalogue) . Divers . Soubassement tôle pour portes . Equipement avec dispositif anti-pince doigt : . Serrures . Serrures - pose seule de matériel sur catalogue . MENUISERIES BOIS . Descriptif de châssis . Description des portes . Plus-value technique . Menuiseries extérieures sur mesure . Menuiseries extérieures sur mesure . Plus-value technique 	<p>CN - Ouvrages communs TCE</p> <p>41 - Menuiserie extérieure</p> <p>42 - Menuiserie agencement intérieur</p> <p>43 – Métallerie (acier - aluminium)</p> <p>58 - Vitrerie - miroiterie</p>
--------	---	--	---

		<ul style="list-style-type: none"> . Dépose – révision . Etanchéité provisoire . Dépose et évacuation des menuiseries . Révision des menuiseries intérieures . Révision des menuiseries extérieures . Remplacement de vitrage . 	
Lot 11	Menuiseries intérieures et extérieures acier / Serrurerie	<ul style="list-style-type: none"> . Dépose – révision . Etanchéité provisoire . Dépose et évacuation des menuiseries . Révision des menuiseries intérieures . Révision des menuiseries extérieures . Remplacement de vitrage . Menuiseries intérieures . Portes de façades de gaines techniques et trappe de visite . Plan de travail . Quincaillerie et accessoires . Arrêts de porte et de fenêtre . Battement de porte . Batteuses . Charnières . Crémones . Entrée d'air autoréglables . Ferme portes . Grille d'aération . Loqueteaux . Mécanismes anti panique . Patères . Paumelles (la paire) . Pentures (la paire) . Poignées . Verrous . Ventouses . Ferrage de portes complet compris verrous, plaques (serrures et cylindres sur catalogue) . Divers . Soubassement tôle pour portes . Equipement avec dispositif anti-pince doigt : . Serrures . Serrures - pose seule de matériel sur catalogue . . Menuiseries aluminium 	<p>CN - Ouvrages communs TCE</p> <p>43 - Métallerie (acier - aluminium)</p>

		<ul style="list-style-type: none"> . Descriptif de châssis standards . Descriptif de châssis sur mesures . Vitrages techniques . QUINCAILLERIE . Accessoires . Pose de cylindre sur organigramme . Entrée d'air . . Serrurerie . Escaliers . Portillons, trappes . Portillon . Trappe . Grilles de ventilation . Grille de ventilation persienne . Grille de ventilation a ventelles . Grilles de défense . Grilles de défense en acier . Grilles de défense en acier galvanisé . GARDE-CORPS . Garde-corps avec soubassement . Garde-corps sans soubassement . Main courante en fer plat . Main courante en tube rond . Clôture . Clôture en panneau de remplissage . Clôture à barreaudages . 	
Lot 12	Stores et occultations	<ul style="list-style-type: none"> . Dépose . Réparation . Révision de stores extérieurs . Révision de stores vénitiens . Révision des stores solaires extérieurs à projection existants . Révision de stores à projection . Révision de volets roulants existants . Stores . Stores intérieurs . Store extérieur . Volets roulants . Volet roulant manuel avec tablier PVC . Volet roulant électrique avec tablier PVC . Volet roulant manuel avec tablier aluminium . Volet roulant électrique avec tablier aluminium . Brise soleil 	<p>CN - Ouvrages communs TCE</p> <p>44 - Store et fermeture</p>

Lot 13	Nettoyage et reprise des façades et Isolation par l'extérieur (ITE)	<ul style="list-style-type: none"> . Travaux préparatoires . Etanchéité provisoire . Préparations . Taille de la végétation, Protection des abords et reprises . Dépose et repose soignée des équipements extérieurs . Réparation des bétons . Piquetage des enduits en façade . Décapage des revêtements existants . Décapage des parements de façade par hydrogommage – décapage de parements peints . Joints de dilatation . Pelage . Réfection des chocs sur un ETICS . Obturation des ventilations naturelles . Plots de fixations à rupture de ponts thermiques . Sciage des appuis de fenêtres bétons . Dépose du système d'isolation Thermique Extérieure (ITE) . Dépose du système d'isolation thermique extérieure avec finition enduite . Dépose du système d'isolation thermique extérieure avec vêtue . Dépose du système d'isolation thermique extérieure avec bardage . Dressage généralisé des façades . Travaux à proximité de lignes électriques . Réfection des façades en briques . Peinture extérieure . Peinture minérale . Peinture minérale Peinture extérieure hydrofuge D1 . Peinture extérieure par lasure à béton D1 . Peinture extérieure décorative D2 . Peinture extérieure par revêtement semi-épais D3 . Peinture extérieure par revêtement plastique épais D3 . Peinture extérieure par traitement d'imperméabilisation I1 . Peinture extérieure par traitement d'imperméabilisation I2 . Peinture extérieure par traitement d'imperméabilisation I3 . Peinture extérieure par traitement d'imperméabilisation I4 . Peinture sur ouvrages bois . Lasure sur ouvrages bois . Peinture sur ouvrages métalliques . Peinture sur faïence . Peinture sur support PVC 	<p>CN - Ouvrages communs TCE</p> <p>01 - Gros-œuvre - Revêtement extérieur</p> <p>12 - Espace vert - aménagement extérieur</p> <p>20 - Couverture – zinguerie</p> <p>28 – Plomberie – Sanitaire</p> <p>42 - Menuiserie agencement intérieur</p> <p>55 - Peinture - revêtement intérieur</p> <p>56 - Ravalement peinture - revêtement extérieur</p>

		<ul style="list-style-type: none"> . Peinture de sols extérieurs . Peinture d'entretien d'ITE K2 . Enduit épais . Enduit monocouche . Enduit ciment . Enduit à la chaux . Enduit monocouche finition structurée . Isolation extérieure par enduit mince/épais sur isolant . En partie courante . Retours en tableaux et linteaux finition enduit . Accessoires . Isolation extérieure sous bardage . En partie courante . Retours en tableaux et linteaux finition bardage . Accessoires . Travaux de ravalement . Piquetage des enduits en façade . Décapage des revêtements existants . Décapage des parements de façade par hydrogommage . Décapage de parements peints . Réfection des façades en briques . Dégarnissage et réfection des joints sur pierre . Restauration des murs en pierre . Minéralisation par pulvérisation <ul style="list-style-type: none"> . Eaux pluviales . Adaptation des descentes existantes . Remplacement des barbacanes . Descentes EP . Boite à eau . Dauphin fonte . Isolation en sous face de plancher bas . Isolation laine de roche chevillée . Faux plafond en bardage bois . Travaux divers . Isolation des parties enterrées . Dégagement des pieds de façades pour création de bande stérile en gravillon . Habillage des encadrements des menuiseries . Pose de manchons pour sorties de ventouses . Bavettes d'appui des menuiseries . Seuils en tôle larmée acier . Reprise des joints de menuiseries extérieures . Témoin de fissure 	
--	--	---	--

		<ul style="list-style-type: none"> . Joints de dilatation . Reprise des joints de menuiseries extérieures . Adaptation des bavettes rejet d'eau des menuiseries extérieures existantes, . Réparation des scellements des garde-corps . Réparation des nez-de marche . Reprise des dalles de pierre au mortier technique 	
Lot 14	Nettoyage de bâtiments par drone	<ul style="list-style-type: none"> . Nettoyage par drone . Nettoyage par perche télescopique . Location nacelles le cas échéant . Nettoyage de candélabres photovoltaïques de type Fonroque . Destruction de nids de guêpes ou frelons, . Rédaction des dossiers de préparation de mission et du suivi des autorisations de vols et affichage des autorisations nécessaires. 	BPU Spécifique
Lot 15	Voirie Réseaux Divers - VRD	<ul style="list-style-type: none"> . Voirie . Signalisation . Maçonnerie béton . Clôture de stade 	CN - Ouvrages communs TCE 01 - Gros-œuvre - Revêtement extérieur 10 – VRD 12 – Espace vert - aménagement extérieur
Lot 16	Tous corps d'état	Il faut au minimum 3 corps d'état différents pour utiliser le lot TCE.	<u>Tous les corps d'états « Batiprix » sont représentés et intégrés dans le présent lot :</u> CN – Ouvrages communs TCE 01 – Gros-œuvre - Revêtement extérieur 02 – Plâtrerie (plaque de plâtre) 10 – VRD 12 – Espace vert – aménagement extérieur 17 – Charpente – bardage et couverture métallique 20 – Couverture – zinguerie 25 – Etanchéité 28 – Plomberie – sanitaire

			<div>32 – Chauffage</div> <div>34 – Ventilation</div> <div>35 – Climatisation</div> <div>38 – Electricité</div> <div>40 – Charpente et ossatures bois</div> <div>41 – Menuiserie extérieure</div> <div>42 – Menuiserie agencement intérieur</div> <div>43 – Métallerie (acier – aluminium)</div> <div>44 – Store et fermeture</div> <div>55 – Peinture – revêtement intérieur</div> <div>56 – Ravalement peinture – revêtement extérieur</div> <div>58 – Vitrerie – miroiterie</div> <div>59 – Carrelage et revêtement mural</div> <div>60 – Revêtement de sol (sauf carrelage)</div> <div>Le cas échéant, BPU complémentaire au lot 16 pour les prestations de désamiantage</div>
--	--	--	--

ARTICLE 3. FORME, DUREE ET MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Forme du contrat

Le présent contrat est un accord-cadre au sens des articles R2162-1 à R2162-6 du CCP.

L'accord-cadre est :

Pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de l'accord-cadre	Ces lots sont mono-attributaires. Ces lots s'exécutent par l'émission de bons de commande.
Pour les lots 15 et 16 de l'accord-cadre	Ces lots sont multi-attributaires. Le nombre maximal de titulaire par lot fixé par l'Université dans le cadre de cet accord-cadre est de 3 (trois) pour les lots 15 (VRD) et 16 (TCE). Conformément à l'article R 2162-3, ces lots s'exécutent en partie par l'émission de bons de commande et en partie par la conclusion de marchés subséquents à la survenance du besoin.

Les modalités d'exécution de l'accord-cadre ainsi que les règles d'attribution des bons de commande sont précisées à l'article 8 du présent CCAP.

3.2 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 48 mois selon les dates suivantes :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Date de prise d'effet*	Date de fin
1	Désamiantage	01/09/2025	31/08/2029
2	Démolition / Maçonnerie		
3	Faux-plafonds / Plâtrerie / Peinture / Sols souples		
4	CVC / Plomberie sanitaire (Bordeaux)		
5	CVC / Plomberie sanitaire (Domaine universitaire)		
6	Électricité (Bordeaux)		
7	Électricité (Domaine universitaire)		
8	Toitures terrasses étanchéité	22/10/2025	
9	Toitures traditionnelles et reprise charpentes	24/09/2025	
10	Menuiseries intérieures et extérieures bois, aluminium, miroiterie et cloisons modulaires	08/10/2025	
11	Menuiseries intérieures et extérieures acier / Serrurerie	14/09/2025	
12	Stores et occultations	14/09/2025	

13	Nettoyage et reprise des façades et Isolation par l'extérieur (ITE)	22/09/2025	
14	Nettoyage de bâtiments par drone	01/09/2025	
15	Voirie Réseaux Divers - VRD	11/10/2025	
16	Tous corps d'état - TCE	01/09/2025	

*ou à compter de la date de notification si celle-ci est postérieure.

3.3 Montant des accords-cadres

Chaque accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum comme suit :

N° Lot	Intitulé du lot	Montant minimum de l'accord-cadre sur la durée de l'accord-cadre en € HT	Montant maximum de l'accord-cadre sur la durée de l'accord-cadre en € HT
1	Désamiantage	<i>Sans montant minimum</i>	5 000 000,00
2	Démolition / Maçonnerie	<i>Sans montant minimum</i>	5 000 000,00
3	Faux-plafonds / Plâtrerie / Peinture / Sols souples	<i>Sans montant minimum</i>	14 000 000,00
4	CVC / Plomberie sanitaire (Bordeaux)	<i>Sans montant minimum</i>	5 000 000,00
5	CVC / Plomberie sanitaire (Domaine universitaire)	<i>Sans montant minimum</i>	9 000 000,00
6	Electricité (Bordeaux)	<i>Sans montant minimum</i>	13 000 000,00
7	Electricité (Domaine universitaire)	<i>Sans montant minimum</i>	9 000 000,00
8	Toitures terrasses étanchéité	<i>Sans montant minimum</i>	20 000 000,00
9	Toitures traditionnelles et reprise charpentes	<i>Sans montant minimum</i>	3 000 000,00
10	Menuiseries intérieures et extérieures bois, aluminium, miroiterie et cloisons modulaires	<i>Sans montant minimum</i>	8 000 000,00
11	Menuiseries intérieures et extérieures acier / Serrurerie	<i>Sans montant minimum</i>	25 000 000,00
12	Stores et occultations	<i>Sans montant minimum</i>	4 000 000,00
13	Nettoyage et reprise des façades et Isolation par l'extérieur (ITE)	<i>Sans montant minimum</i>	13 000 000,00
14	Nettoyage de bâtiments par drone	<i>Sans montant minimum</i>	1 500 000,00
15	Voirie Réseaux Divers - VRD	<i>Sans montant minimum</i>	14 000 000,00
16	Tous corps d'état - TCE	<i>Sans montant minimum</i>	30 000 000,00

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

4.1 Pièces constitutives des accords-cadres

Par dérogation de l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les accords-cadres sont constitués des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité :

▪ **PIECES PARTICULIERES :**

- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque accord-cadre,
- L'annexe 1 à l'AE, propre à chaque accord-cadre,
 - Le Bordereau de prix unitaires (BPU) établi sur la base des corps d'état BATIPRIX pour les accords-cadres 2 à 13, 15 et 16 ;
 - Le Bordereau de prix unitaires (BPU) complémentaire pour les accords-cadres 8 et 16 ;
 - Le Bordereau de prix unitaires (BPU) spécifique pour les accords-cadres 1 et 14 ;
 - Les séries de prix « BATIPRIX », version millésimée de la dernière publication officielle de l'année en cours (Publication annuelle par Groupe Moniteur disponibles en version papier et en version électronique sur le site web.BATIPRIX.com), applicables au moment de la commande pour les accords-cadres 2 à 13 et 15 à 16.
- Annexe 2 à l'AE : Engagement en termes d'insertion professionnelle pour les lots 2 à 11, 13, 15 et 16
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux 16 accords-cadres,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque accord-cadre (16 CCTP) et ses éventuelles annexes,
- Le mémoire technique du titulaire,
- Les calendriers d'exécution des travaux propre à chaque opération,
- La charte chantier propre et faibles nuisances et ses annexes,
- Les bons de commande,
- Les ordres de services,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

▪ **PIECES GENERALES :**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-Travaux) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat.
- Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (ci-après « le DTU »), publié par le Centre Scientifique des Techniques du Bâtiment (ci-après « le CSTB ») ;
- Règlements de Sécurité et notamment contre les risques d'incendie et de panique applicable dans les ERP.

Toute clause, portée dans les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

4.2 Documents contractuels du marché subséquent à la survenance du besoin pour les accords-cadres 15 et 16

Les marchés subséquents à la survenance du besoin sont régis par les documents mentionnés dans chaque accord-cadre, ainsi que par les documents mentionnés ci-après qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- Le cahier des charges valant acte d'engagement du marché subséquent, et ses annexes éventuelles,
- L'offre financière est établie sur la base des corps d'état de série de prix BATIPRIX, version millésimée en vigueur durant l'année d'exécution du marché, auxquels seront appliqués les pourcentages de rabais/majoration indiqués dans l'offre du titulaire et le cas échéant des prix plafonds du BPU complémentaire au lot 16 pour les prestations de désamiantage,
- Le cas échéant, les annexes au descriptif technique,
- Le mémoire technique du candidat,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché subséquent à la survenance du besoin.

En cas de contradiction, les documents constitutifs de l'accord-cadre l'emportent sur ceux du marché subséquent.

En cas de contradiction, le descriptif technique des marchés subséquents prévaudra sur les documents financiers.

ARTICLE 5. PRECISIONS SUR LES SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les spécifications techniques peuvent faire mention d'un mode ou procédé de fabrication particulier ou d'une provenance ou origine déterminée, ou faire référence à une marque, à un brevet ou à un type.

Ces mentions ou références permettent une description précise et intelligible des matériaux mais ne doivent en aucun cas avoir pour effet de favoriser ou d'éliminer certains opérateurs économiques ou certains produits. Tous matériaux équivalents pourront être proposés et utilisés.

ARTICLE 6. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement.

Dès la préparation de chantier, il sera demandé à chaque entreprise de préciser les dispositions relatives à :	
L'organisation environnementale du chantier	<ul style="list-style-type: none">- Intégration de la démarche chantier propre à la phase de préparation du chantier en accord avec la charte chantier propre de l'université de Bordeaux- Sensibilisation / formation des opérants,- Plan d'organisation du chantier intégrant toutes les contraintes du chantier propre...
La limitation des nuisances perçues par les riverains et le personnel de chantier	<ul style="list-style-type: none">- Bruit,- Salissures,- Circulations perturbées,- Nocivité des produits...

La protection de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Prévention de la pollution des sols et des eaux, - Limitation des volumes de déchets, - Gestion, suivi et élimination des déchets produits sur le chantier du registre des déchets...
----------------------------------	---

ARTICLE 7. MODALITES DE COMMUNICATION

Le mode de communication choisi par l'université pour communiquer avec les titulaires de l'accord-cadre, et des marchés subséquents en découlant, est la plateforme de dématérialisation PLACE (profil acheteur de l'Université), dont l'accès est gratuit.

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'Université entend utiliser la plateforme pour :

- La communication avec le(s) titulaires de l'accord cadre et des marchés subséquents (notamment les justifications de leur impossibilité de répondre au marché subséquent) ;
- La consultation et l'attribution des marchés subséquents à la survenance des besoins :
 - mise à disposition du dossier de consultation entreprises (DCE) aux titulaires de l'accord-cadre, lors de la remise en concurrence des marchés subséquents à la survenance du besoin,
 - réception des offres des marchés subséquents à la survenance du besoin,
 - réponse aux questions qui lui seront posées et pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts au DCE et les rejets des non retenus,
 - notification des marchés subséquents à la survenance du besoin,
- La notification des avenants ou certificats administratifs de l'accord-cadre et des marchés subséquents ;
- L'affermissement des tranches des marchés subséquents à la survenance du besoin ;
- L'agrément de la déclaration de sous-traitance de l'accord cadre et des marchés subséquents ;
- La validation des révisions de prix de l'accord-cadre et des marchés subséquents.

Dans le cadre de l'accord-cadre, les demandes de devis et la notification des bons de commandes sont réalisées par courriel.

ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES

Chaque lot de la présente procédure n°2025-001 correspond à un accord-cadre spécifique dont les modalités d'exécution sont détaillées ci-dessous :

Lots	Nature du besoin	Type du marché	Modalité d'attribution
Lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 Accord-cadre mono-attributaires	Sans limitation de seuil	Exécution par l'émission de bons de commande	Un bon de commande est émis et transmis au titulaire à chaque besoin de travaux sans limitation de seuil.
Pour les lots 15 et 16 de l'accord-cadre Accords-cadres multi-attributaires Conformément à l'article R2162-3, l'accord-cadre s'exécute en partie par l'émission de bons de commande et en partie par la conclusion de marchés subséquents selon les modalités suivantes :	Travaux dont le montant est strictement inférieur à 40 000 € HT (lot 15) ou 100 000€ HT (lot 16)	Exécution par l'émission de bons de commande*	Les règles d'attribution des bons de commande entre les 3 titulaires du lot concerné sont précisées ci-dessous.
	Urgence		
	Travaux dont le montant estimé est supérieur ou égal à 40 000 € HT (lot 15) ou 100 000€ HT (lot 16)	Marchés subséquents à la survenance du besoin	Consultation des 3 titulaires du lot de l'accord-cadre et attribution d'un marché subséquent à prix global et forfaitaire au mieux-disant selon les critères définis à l'article 8.2.4 du présent CCAP.

*Règles d'attribution des bons de commande pour les lots 15 et 16 de l'accord-cadre

L'Université attribue les bons de commande selon la méthode dite « en cascade » qui consiste à faire appel en priorité aux titulaires de l'accord-cadre les mieux-disants.

A chaque besoin estimé :

1. L'université contacte le titulaire de rang 1 (celui dont l'offre déposée au titre du lot de l'accord-cadre aura été jugée économiquement la plus avantageuse – offre classée n°1) du lot qui se voit toujours attribuer le bon de commande.
2. Dans le cas où le titulaire de rang 1 est indisponible momentanément ou est dans l'impossibilité d'intervenir selon le planning défini par l'Université ou bien en cas de non réponse dans les délais impartis, ou en cas de réponse partielle ou non conforme, l'Université pourra s'adresser au titulaire de rang 2.
Le titulaire de rang 1 devra expressément justifier son indisponibilité momentanée ou son impossibilité d'intervenir dans le planning défini, sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 16.1 du présent CCAP.
3. Dans le cas où le titulaire sollicité de rang 2 est indisponible momentanément ou est dans l'impossibilité d'intervenir selon le planning défini par l'université ou bien en cas de non réponse dans les délais impartis, ou en cas de réponse partielle ou non conforme, l'université pourra s'adresser au titulaire de rang 3.
Le titulaire indisponible devra expressément justifier son indisponibilité momentanée ou son impossibilité d'intervenir dans le planning défini.

En tout état de cause, il appartient aux titulaires de prendre toutes mesures pour respecter leurs engagements.

En cas de défaillance non justifiée des titulaires sollicités, les dispositions de l'article 16.2 du présent CCAP s'appliquent.

8.1 Exécution de prestations par l'émission de bons de commande

▪ **Etape 1 : la demande de l'université**

A chaque besoin et dans le respect des règles d'attribution du bon de commande, le service demandeur de l'université doit effectuer une demande de devis par courriel :

- au titulaire des lots 2 à 13 et 15 à 16 un devis réalisé avec les prix des ouvrages BATIPRIX tel que décrit à l'article 9 indiquant le % de rabais/majoration contractuel
- au titulaire des lots 1 et 14 un devis établi sur la base des BPU spécifiques et une proposition technique s'y rapportant.

La demande de devis précise notamment :

- La description des travaux objet de la commande,
- L'ensemble des pièces graphiques et techniques nécessaires au chiffrage des travaux.
- Le cas échéant, une demande d'étude préalable simple pour une adaptation de matériel ou matériaux (en réhabilitation) à mettre en œuvre, un dimensionnement.

Le cas échéant, l'université justifiera le recours à la situation d'urgence.

▪ **Etape 2 : l'établissement du devis**

Pour les lots 2 à 13, 15 et 16, le titulaire est informé que les devis seront établis à partir de BATIPRIX, en ordonnant les lignes relevant d'un même corps d'état BATIPRIX, et en respectant l'ordre et l'intitulé des colonnes afin de faciliter sa vérification par le pouvoir adjudicateur via la fonctionnalité de BATIPRIX WEB, affichage détaillé (cf. copie écran ci-après).

Tout devis n'étant pas établi sur le modèle BATIPRIX sera automatiquement rejeté et considéré comme une absence de réponse à la demande de devis.

Pour les lots 1 et 14, les BPU complémentaire du lot 08 et du lot 16, et en cas de nouveaux prix insérés le cas échéant par voie d'avenant pour l'ensemble des lots, les devis seront établis à partir des prix plafonds des BPU des lots concernés.

Présentation des devis / métrés / factures :

La présentation des devis, métrés, situations mensuelles, décomptes, factures... devra reprendre impérativement les éléments contractuels suivants : le code article, la désignation des ouvrages, l'unité de mesure et le prix BATIPRIX. Tout document présenté par l'entreprise non conforme à ce principe sera refusé.

Pour utiliser BATIPRIX, il faut prendre en compte uniquement :

- ⇒ Colonne 1 : code article à prendre en totalité qui s'exploite comme un numéro d'article. L'entreprise doit impérativement mentionner les codes articles dans les devis et métrés (et/ou factures ou décomptes, situations mensuelles...)
- ⇒ Colonne 2 : désignation des ouvrages
- ⇒ Colonne 3 : unité de mesure
- ⇒ Colonne 12 : fourniture et pose

Exemple :

Désignation	Unité	Main-d'œuvre		Fournitures				Déboursé sec HT 5 + 9	Prix de revient HT	Prix de vente HT fourni- posé	
		Temps moyen	M.-o. + charges sociales	Unité	Quantité	Prix unitaire	Fournitures principales et annexes 7 x 8			Fournitures et mise en œuvre 11 x 1,111	Mise en œuvre seule
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
02. PLATRIERIE (PLAQUE DE PLÂTRE)											
02 08. CLOISON PLAQUE DE PLÂTRE SUR OSSATURE											
02 08 03. CLOISON STANDARD Plus d'Infos											
02 08 03 03. Cloison constituée de 2 plaques de plâtre de 13 mm Plus d'Infos											
1. Code : 02 08 03 03 00 003 Cloison constituée de 2 plaques de plâtre de 13 mm, ép. 72 mm, montants simples 48, entraxe 600 EI 30 Rw+C (I) 24 dB (2) 42 dB Ht maxi 2,60 m	M²	0,600	19,90 €				17,21 €	37,11 €	48,43 €	53,81 €	-
Bande à joint				ml	2,800	0,13€	0,36€				
Enduit en poudre				kg	0,660	1,10€	0,73€				
Montant métal				ml	2,100	1,78€	3,74€				
Plaque standard 13				m²	2,100	4,78€	10,04€				
Rail métal				ml	0,900	1,53€	1,38€				
Vis TRPF 16				u	2,000	0,04€	0,08€				
Vis TTCP 35				u	22,000	0,04€	0,88€				

Dans le cadre de l'exécution des lots 2 à 13 et 15 à 16, basés sur les catalogues BATIPRIX, les titulaires devront contracter directement auprès de l'éditeur, pendant toute la durée des marchés, un abonnement annuel. **Le coût de cet abonnement annuel est à la charge du titulaire au titre des frais généraux.**

Le titulaire établit son devis sur la base du BPU plafond. L'entreprise pourra accorder une remise globale sur le montant total du devis.

Le titulaire dispose d'un délai maximum indiqué ci-dessous pour répondre à la demande de devis sauf mention contraire indiquée dans le bon de commande.

	Délai à compter de la date du courriel de la demande de devis
Délai maximum d'émission du devis	7 jours ouvrés
Délai maximum d'émission du devis pour une intervention d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les lots 1 à 15 de l'accord-cadre : 24 heures - Pour le lot 16 de l'accord-cadre : 48 heures

Sauf mention contraire figurant dans la demande de travaux, le devis établi par le titulaire doit être accompagné d'une proposition technique précisant la méthodologie, les moyens humains et matériels, une proposition de planning et intégrant le cas échéant la demande d'étude préalable susmentionnée.

En l'absence de réponse dans le délai imparti ou en cas de réponse partielle ou non conforme :

- En cas de réponse partielle ou non conforme, le titulaire sera invité à reprendre le devis initialement rejeté par l'établissement. Cette reprise devra se faire dans les délais précités et sans allongement de ces derniers. Dans le cas contraire, les dispositions suivantes s'appliqueront.
- Pour les lots 1 à 14, le service demandeur pourra solliciter une société tierce, le cas échéant aux frais et risques du titulaire de l'accord-cadre.

- Pour les lots 15 et 16, le service demandeur s'adressera au titulaire de rang inférieur conformément aux règles d'attribution des bons de commande précitées.

Le cas échéant, en cas de non réponse dans les délais impartis ou de réponse partielle ou non conforme à la demande et en l'absence de justification recevable, des pénalités seront appliquées conformément à l'article 16.1 du CCAP.

Seule l'indisponibilité momentanée et/ou accidentelle pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire ou le cas de force majeure sera une motivation recevable de non réponse.

En tout état de cause, il appartient aux titulaires de prendre toutes mesures pour respecter leur engagement.

▪ **Etape 3 : validation du devis et émission de l'engagement juridique**

Si l'université valide le devis fourni par le titulaire, un engagement juridique (bon de commande) sera émis par l'université et envoyé au titulaire.

Les titulaires sont informés que tous les devis seront contrôlés automatiquement via l'outil Batiprix en cours d'exécution de l'accord-cadre par l'Université.

Les engagements juridiques (bons de commande) peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre pour des prestations pouvant d'exécuter jusqu'à 6 mois après la date de fin de l'accord-cadre (sauf dérogation indiquée dans le bon de commande pour permettre l'achèvement des travaux en cours).

Pour les commandes émanant d'une structure autre que les directions du Pôle Patrimoine & Environnement de l'Université et l'IUT de Gradignan, les travaux ne pourront être exécutés que sur validation du devis par le Pôle Patrimoine & Environnement et l'établissement d'un bon de commande (EJ : Engagement Juridique) par l'entité acheteuse de l'université de Bordeaux.

Chaque bon de commande est adressé, par courriel au titulaire qui se voit attribuer la commande. Ce dernier adressera un accusé de réception de la commande par voie électronique.

Tout engagement juridique (EJ) comporte les renseignements suivants :

- L'identification de l'université de Bordeaux,
- La désignation et adresse du service émetteur de l'EJ,
- La référence du lot de l'accord-cadre (n° et objet du lot de l'accord-cadre),
- Le numéro de l'EJ,
- La date d'émission de l'EJ,
- L'objet de la commande et description des travaux à réaliser (nature / lieu / bâtiment),
- La référence au devis,
- Le délai d'exécution de l'opération et la mention éventuelle « travaux urgents »,
- L'adresse précise de facturation,
- Le montant € HT des travaux (faisant apparaître le cas échéant le montant de la remise),
- Le taux TVA et montant TTC des travaux.

Sauf mention contraire dans l'EJ, la réception de l'EJ vaut ordre de service pour le déclenchement de la période de préparation et ordre de démarrage des travaux.

8.2 Exécution de prestations par la conclusion de marchés subséquents à la survenance du besoin pour les lots 15 et 16

8.2.1 Dispositions générales

Lors de la survenance d'un besoin, l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre concerné seront remis en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent dès lors que le montant estimé des travaux est supérieur ou égal à **40 000 € HT pour le lot 15 (VRD)** et supérieur ou égal à **100 000 € HT pour le lot 16 (TCE)**.

Les marchés subséquents passés lors de la survenance du besoin sont à prix global forfaitaire. Les prix sont réputés fermes, sauf disposition contraire indiqué dans le Cahier des Clauses Particulières valant acte d'engagement du marché subséquent.

La forme du marché subséquent est indiquée dans le cahier des charges du marché subséquent.

Si le marché subséquent comporte une ou plusieurs tranches optionnelles, leur exécution est subordonnée, pour chacune d'entre elles, à la notification au titulaire concerné de la décision d'affermissement de l'université.

Si l'affermissement d'une ou plusieurs tranches optionnelles n'a pas été notifié au titulaire dans le délai indiqué au cahier des charges du marché subséquent, l'université et le titulaire sont, à expiration de ce délai, déliés de toute obligation pour la ou les tranches optionnelles concernées. Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ou de dédit.

Nota : L'accord-cadre, les marchés subséquents à la survenance du besoin et leurs actes d'exécution (avenants, sous-traitance...) seront signés électroniquement.

8.2.2 Mise en concurrence des marchés subséquents à la survenance du besoin

Les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence de tous les titulaires du lot. Cette remise en concurrence interviendra à chaque survenance du besoin.

Les offres devront être obligatoirement transmises sur la plateforme de dématérialisation (profil acheteur) selon les modalités communiquées dans la lettre d'invitation à concourir : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai et ne sera pas ouvert.

Des variantes et des prestations supplémentaires éventuelles pourront être prévues dans le cadre de la remise en concurrence des marchés subséquents.

L'université procédera à cette remise en concurrence par la mise à disposition du dossier de consultation entreprises (DCE) aux prestataires concernés via son profil acheteur. Elle se fera dans les conditions précisées dans les dossiers de consultation entreprises (DCE) propres à chaque marché subséquent.

Les titulaires concernés **devront impérativement à chaque remise en concurrence :**

- **déposer une offre** sur le profil acheteur,
- **ou justifier** par écrit au maximum trois (3) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres de leur impossibilité de répondre à la consultation (dans les conditions définies au présent article).

Seule l'indisponibilité momentanée et/ou accidentelle pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire ou le cas de force majeure sera une motivation recevable. Dans le cas contraire, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 16.1 du CCAP.

En tout état de cause, il appartient aux titulaires de prendre toutes mesures pour respecter leur engagement.

L'Université consulte l'ensemble des entreprises titulaires du lot concerné sur la base d'un descriptif technique propre au marché subséquent où figurent notamment :

- La référence de l'opération de travaux,
- La définition des besoins,
- Les éventuelles contraintes de réalisation,
- Le lieu de réalisation,
- Les plans,
- Les métrés indicatifs (il appartiendra aux entreprises de les vérifier et de les corriger le cas échéant),
- Le délai de réalisation des travaux,
- Les relations avec le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé,
- La date limite de remise des offres,
- Le cas échéant, le nombre d'heures d'insertion.

La composition des descriptifs techniques des marchés subséquents pourra être précisée ou adaptée aux enjeux de l'opération en cause.

Sauf mention contraire indiquée dans le dossier de consultation du marché subséquent, la visite sur site en présence de l'ensemble des entreprises titulaires concernées par l'opération est obligatoire. Les entreprises non présentes ne pourront présenter d'offre pour ce marché subséquent (certificat de visite à présenter dans leur offre), sauf s'il apporte la preuve de la connaissance technique du site par exemple si une visite du site a déjà été effectuée.

Les offres devront être **obligatoirement transmises sur la plateforme de dématérialisation PLACE** :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les titulaires doivent signer électroniquement leurs offres au moment du dépôt du pli.

Les plis non signés, ne seront pas rejetés et pourront être régularisés.

Les titulaires ne peuvent pas déposer leurs offres sous format papier sous peine d'être rejetés.

Les offres transmises par voie électronique sont horodatées ; toute offre qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considérée comme hors délai et ne sera pas ouverte.

8.2.3 Présentation des offres

L'offre proposée pour un marché subséquent par le titulaire du lot de l'accord-cadre devra se conformer aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre ainsi qu'aux DCE du marché subséquent. Toute modification par les titulaires des termes de l'accord-cadre pourra entraîner l'élimination de son offre.

Le dossier d'offre sera constitué des pièces suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Cahier des Charges valant acte d'engagement ;
<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'offre financière est établie sur la base des prix plafond du BPU de l'accord-cadre sur la base du référentiel BATIPRIX reprenant le formalisme de devis de BATIPRIX présenté à l'article 8.1 du présent CCAP. L'offre financière peut prévoir des prestations non chiffrées au BPU de l'accord-cadre dans les conditions posées à l'article 9.1 du présent document. Une version au format Microsoft Excel et PDF des documents financiers sera obligatoirement transmise.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le mémoire technique des travaux devra obligatoirement être complété et précisera notamment : <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation et la méthodologie opérationnelles dédiées au chantier; - le calendrier d'exécution avec les phases de réalisation, - les caractéristiques des matériaux et équipements installés, - les fiches techniques - la démarche environnementale dédiée au projet - les éventuels échantillons ou prototypes, - etc.

Lors de la passation d'un marché subséquent, le titulaire devra étudier attentivement le dossier de remise en concurrence communiqué et donnera un prix forfaitaire pour l'ensemble des travaux à réaliser.

Ainsi, une omission sur un plan, dans le document financier ne saurait le soustraire à exécuter les ouvrages tels qu'ils sont dessinés ou décrits.

**Les prix unitaires proposés dans le document financier du marché subséquent devront être inférieurs ou égaux aux prix plafond du BPU de l'accord-cadre.
Le ou les candidats présentant des prix supérieurs aux prix du BPU plafond de l'accord cadre verront donc leurs offres déclarées irrégulières.**

Néanmoins, l'entreprise proposera une remise commerciale globale sur le montant forfaitaire du marché subséquent total indiqué dans le document financier.

Les offres reçues ne seront pas négociées.

Le délai de validité des offres est de 3 mois à compter de la date réception des offres, ou à défaut, le délai indiqué dans le dossier de consultation du marché subséquent, étant entendu que la limite de ce délai lors d'un marché subséquent est fixée à 6 mois.

Nota : en cas de groupement, dans le cas où le marché subséquent est exécuté principalement ou exclusivement par un des cotraitants, le cahier des charges valant acte d'engagement du marché subséquent devra être signé par le mandataire du groupement de l'accord-cadre et la part de chaque cotraitant devra être indiquée.

8.2.4 Jugement des offres des marchés subséquents à la survenance du besoin

Les différents titulaires du lot de l'accord-cadre sont mis en concurrence au titre du marché subséquent sur la base d'un dossier technique joint à la consultation. Les critères d'attribution des marchés subséquents et leur pondération seront les suivants :

Critères	Éléments d'analyse
1- VALEUR FINANCIERE DE L'OFFRE (DE 30 A 70 POINTS)	
Montant de l'offre financière	<p>Le montant de l'offre est apprécié au regard du montant inscrit dans l'offre financière.</p> <p>Le calcul sera effectué sur la base d'un ratio obtenu en divisant la meilleure note par le prix proposé.</p> <p>La formule suivante sera appliquée :</p> <p>Note de l'offre examinée = note maximale du critère x (offre moins-disante / offre analysée).</p>
2- VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE (DE 30 A 70 POINTS)	
Qualité des moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier et moyens mis en œuvre pour assurer la santé et la sécurité sur le chantier	<ul style="list-style-type: none"> • La qualité et cohérence des moyens humains (nombre et qualifications) affectés au chantier, au regard des travaux à exécuter par phases et types de tâches. • La qualité et cohérence des moyens matériels affectés spécifiquement au chantier. • Les moyens mis en œuvre pour garantir la santé, la sécurité du chantier et la protection des travailleurs (organigramme chantier, effectifs et matériels prévus).
Qualité de la méthodologie et organisation des travaux	<ul style="list-style-type: none"> • La méthodologie générale et détaillée dédiée au chantier en indiquant le planning détaillé, le respect du délai imparti présenté au DCE et les contraintes associées. • La cohérence du phasage et des délais proposés au regard des travaux à exécuter, tenant compte du contexte de l'opération. • La qualité de la méthode d'intervention et des procédés d'exécution envisagés ; par phases et types d'interventions, dans le contexte de l'opération.
Qualité des matériaux et équipements installés	Apprécié notamment au regard des fiches techniques proposées
Qualité des mesures mises en œuvre pour garantir un chantier à faible impact environnemental	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des nuisances : <ul style="list-style-type: none"> - Le traitement des nuisances (<i>sonores, émanations de poussière, fumées</i>) et les moyens de les réduire. - Le principe de coordination des entreprises dans le cadre d'un chantier à faibles nuisances. - La description des protections mises en œuvre afin de préserver les abords du chantier ainsi que des mesures pour réduire les nuisances (poussières, communications aux riverains, protection des flux piétons, balisage/barriérage...) • Choix des solutions techniques : <ul style="list-style-type: none"> - L'emploi de matériaux à faible impact environnemental (bas carbone, réutilisés/réemployés en précisant le cas échéant le taux sur lequel le candidat s'engage, biosourcées, nouveaux matériaux, etc.). - L'emploi de méthodes de construction/réparation limitant l'empreinte écologique. • Prise en compte des aspects environnementaux : <ul style="list-style-type: none"> - La préservation de l'environnement local (végétalisation, perméabilité des sols). - Le traitement et la valorisation des déchets (SOGED, PEMD...). - Le principe de réduction à la source.

La description et la pondération des critères de jugement des offres, et le cas échéant des sous-critères techniques, sera indiquée dans le dossier de consultation des marchés subséquents.

La cotation de chaque élément du critère technique est établie en appliquant une échelle d'appréciation qualitative à une cotation quantitative. La notation de chaque sous-critère technique se fait par application du barème suivant :

Appréciation	Note
Très bien	5
Bien	4
Moyen	3
Passable	2
Insuffisant	1

8.2.5 Durée et délai d'exécution des marchés subséquents

La durée et les délais d'exécution de chaque marché subséquent conclu seront précisés dans les DCE propres à chaque marché subséquent.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Ces marchés ne pourront en conséquence être notifiés postérieurement à la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Si des travaux sont en cours d'exécution à la date d'expiration de l'accord-cadre, ils seront poursuivis jusqu'à leur achèvement jusqu'à 6 mois après la date de fin de l'accord-cadre (sauf dérogation indiquée dans les pièces du marché subséquent pour permettre l'achèvement des travaux en cours).

ARTICLE 9. DISPOSITIONS FINANCIERES DES ACCORDS-CADRES

9.1 Forme du prix

- Pour les lots 1 et 14, les prix sont établis sur la base de BPU spécifiques.
- Pour les lots 2 à 13 et 15 et 16, les prix sont établis :
 - Sur la base des séries de prix « BATIPRIX », applicables au moment de l'émission du bon de commande, auxquels seront appliqués les pourcentages de rabais/majoration indiqués au BPU ;
 - Et pour les lots 8 et 16 : sur le BPU précité ainsi que sur la base du bordereau de prix unitaires complémentaire qui complète les corps d'état BATIPRIX incorporés dans le BPU dudit lot pour le lot 8 et figurant au sein d'un BPU complémentaire à part pour le lot 16.

Eu égard à la grande diversité des matériels, matériaux commercialisés et des équipements proposés, la série de prix BATIPRIX et/ou le BPU ne peuvent prétendre à une description complètement exhaustive des prestations attendues.

En conséquence, le recours à des tarifs publics ou des catalogues fournisseurs sera possible dans tous les lots sur justification et, dans la limite de 5% du montant maximum du marché de chaque lot / marché.

Pour cela, une solution hors bordereau est décrite ci-après et sera appliquée.

En résumé :

Lots	Référentiel des prix
1 et 14	<ul style="list-style-type: none">▪ BPU spécifiques
2 à 13, 15 et 16	<ul style="list-style-type: none">▪ Prix de BATIPRIX avec le % de rabais ou de majoration par corps d'état indiqué dans l'offre▪ BPU complémentaire pour le lot 8 (prestation Cool Roof) et pour le lot 16 (prestations de désamiantage)

9.2. Contenu des prix

9.2.1 Contenu des prix basés sur le référentiel BATIPRIX : cas des lots 2 à 13, 15 et 16

Les prix appliqués sont issus de la série de prix BATIPRIX (édition groupe le moniteur), du millésime 2025 à la première année d'exécution, puis du millésime publié à la date anniversaire du marché.

Les rabais et majoration s'appliquent au poste intitulé dans BATIPRIX Web, « Prix de vente HT fourni/posé ».

Le paramétrage des prix (notamment dans le cadre de l'espace en ligne) devra rester celui par défaut de la référence BATIPRIX. Le titulaire ne devra pas personnaliser ce point. Ainsi, par exemple, le titulaire ne devra pas modifier ses frais généraux ni son coefficient de bénéfices et d'aléas qui sont inclus dans ce prix de vente.

Si le devis ou la facture ne correspond pas à ce paramétrage par défaut, le pouvoir adjudicateur la rejettera.

Les prix du catalogue BATIPRIX comprennent la fourniture, les frais de déplacements et la main d'œuvre, ainsi que toutes les prestations nécessaires à l'exécution et à l'achèvement des travaux. Les titulaires ne doivent pas y ajouter d'heures supplémentaires de main-d'œuvre.

La consultation sur le site BATIPRIX Web des prix de ce catalogue donne aussi accès à la partie descriptive correspondante qui peut aussi être complétée en consultant les informations complémentaires en tête de chaque chapitre le cas échéant.

Sur la version digitale, ces informations sont disponibles en cliquant sur le lien « **PLUS D'INFOS** » des chapitres concernés. En dehors de ces informations, il n'y a pas de CCTP dans BATIPRIX attaché à chaque corps d'état.

Il est aussi précisé qu'à l'occasion de chaque nouveau millésime du catalogue BATIPRIX, de nouveaux prix pourront être ajoutés, correspondant par exemple, à des prestations nouvelles. Ils bénéficieront du rabais/majoration proposé par le titulaire pour le corps d'état BATIPRIX auquel ils seront ajoutés. A l'inverse, il est aussi possible que certains postes disparaissent des références.

9.2.2 Solution « hors bordereau » : matériels, matériaux et travaux non prévus dans le catalogue BATIPRIX pour les lots 2 à 13, 15 et 16

A) Cas de figure d'utilisation de la solution hors-bordereau

Pour rappel, la solution hors bordereau est motivée dans les cas de figure suivants :

Eu égard à la grande diversité des matériels, matériaux commercialisés et des équipements proposés, le BPU ne peut prétendre à une description complètement exhaustive des prestations attendues.

Ainsi, l'Université de Bordeaux se réserve la possibilité de commander des matériaux, matériels et équipements non prévus aux BPU ou aux référentiels BATIPRIX.

Ainsi dans ces cas exceptionnels où les références BATIPRIX ne permettraient pas de « construire » le prix d'une prestation, il pourra être utilisée une solution dite « hors bordereau » décrite ci-après dans la limite de 5% du montant maximum du marché.

B) Calcul de la solution hors bordereau

Le montant de chaque prestation sera calculé comme suit :

(C x H x Taux de rabais/majoration) + P x coef de marge sur la fourniture

Dans laquelle :

- ⇒ C = coût horaire moyen de la main d'œuvre du corps d'état concerné fixé dans la série BATIPRIX ;
- ⇒ H = heures passées pour la réalisation des travaux. Les heures de main-d'œuvre feront l'objet d'un contrôle par les services ou le représentant du pouvoir adjudicateur.
- ⇒ Taux de rabais/majoration : taux indiqué au BPU applicable aux prix issus du catalogue BATIPRIX dans le corps d'état concerné. Ces pourcentages de rabais/majoration sont fermes.
- ⇒ P = Prix des fournitures et articles utilisés pour la réalisation des travaux, objet du bon de commande. Le prix des fournitures est justifié par une facture d'achat.

- ⇒ Coef de marge sur la fourniture : taux indiqué applicable aux tarifs des fournitures dont le prix d'achat est justifié par une facture d'achat.

C) Précisions sur l'application de la formule de la solution « hors bordereau »

En guise de justificatif, au moment de la commande, il pourra être annexé au devis de l'entreprise : une facture proforma (lors de la facturation, la facture définitive pourra être exigée). Ce justificatif sera transmis par l'entreprise sur simple demande du maître d'ouvrage.

En ce qui concerne la main-d'œuvre nécessaire à la mise en œuvre de ces matériaux, matériels et équipements non prévus, il sera fait application du prix de main-d'œuvre renseigné à cet effet au BPU ou au chapitre correspondant de BATIPRIX.

Toutefois, il convient de souligner que dans son devoir de conseil, le titulaire devra avant tout rechercher dans son BPU ou les séries de prix BATIPRIX, l'article ou les articles similaires permettant la réalisation des travaux dans les conditions prévues à l'accord-cadre.

Aussi, préalablement à l'exécution des travaux, la mise en œuvre de tous matériaux, matériels et équipements non prévus devra être approuvée expressément par le Maître d'Ouvrage.

9.2.3 Majoration des prix unitaires, dans les cas particuliers suivants

Après application du rabais/majoration prévu au BPU, chaque prix unitaire concerné par les cas ci-après, devra être clairement identifié dans le devis et se verra appliquer les coefficients de majoration indiqués ci-dessous, et ce dans les cas et situations exceptionnels suivants :

- ⇒ 1,05 pour travaux dans l'embaras réel du mobilier,
- ⇒ 1,10 pour travaux dans les combles ou vide sanitaire (Ht < 1,50 m),
- ⇒ 1,50 pour les travaux effectués le dimanche, la nuit ou les jours fériés (ici, seuls les coûts de main-d'œuvre des postes concernés seront majorés).

9.2.4 Dispositions générales

Les prix sont réputés tenir compte de tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la réalisation complète des travaux jusqu'à la remise définitive des prestations.

Sont compris dans les frais généraux incombant au titulaire de l'accord-cadre ou du marché subséquent pour les travaux de quelle que nature qu'ils soient, les prestations ci-après :

- le transport à pied d'œuvre des matériaux et fournitures : le déchargement et le transport de ceux-ci pour dépôt; leur reprise pour répartition à l'intérieur du bâtiment avec montage ou descente, pour les travaux réalisés en tous lieux, directement accessibles au pied des bâtiments;
- les matériels courants et spécifiques nécessaires à la bonne exécution des ouvrages (bétonnière, échafaudages roulants ou sur pieds, compresseur, matériel pneumatique, pelle mécanique, etc.);
- les frais d'études, de tracé et d'implantation, de schémas, calculs, dessins d'exécution et attachements, établissement et mise à jour des plans lorsqu'ils existent conformément à la charte graphique de l'Université.
- le nettoyage régulier des locaux et des accès du chantier en cours et en fin d'exécution, par le corps d'état intervenant, y compris le transfert et le stockage des gravois et résidus à proximité du chantier dans des containers adaptés, ainsi que l'évacuation vers un centre de retraitement des déchets adapté ;

- toutes assurances utiles pour couvrir l'Entrepreneur des dommages qu'il pourrait causer à l'Université ou aux tiers ;
- les raccordements d'éclairage, de force motrice, d'eau, etc... Par contre, les consommations seront à la charge de l'Université, en contrepartie de quoi il ne sera jamais pris en considération des majorations pour exécution des travaux à la lumière artificielle ;
- les frais pour les essais et mise au point des installations réalisées ;
- les frais de constitution et de remise des DOE et DIUO;
- les frais d'alimentation électrique provisoire nécessaire au maintien de l'activité autour des zones de travaux ;
- les frais de dépose systématique de toutes les installations électriques désaffectées ;
- les frais de déplacement et toutes dépenses accessoires s'y rapportant ;
- les frais induits par l'intervention des organismes agréés, y compris lors de la réception ;
- les frais de protection des zones chantier ;
- les frais de poses, réglages et fixations des ouvrages accessoires ;
- les frais de formations et d'information du personnel chargé de l'exploitation et maintenance des installations ;
- les frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre et des bureaux de contrôle, tels que renforcement d'ouvrages en cours de chantier ou à la réception ainsi que les conséquences de ceux-ci
- les frais liés à l'utilisation de l'outil BATIPRIX,
- la présence aux réunions de lancement et de suivi de l'accord-cadre et des marchés subséquents,
- tous autres frais annexes

9.3 Evolution des prix

Pour les prix fondés sur la série de prix BATIPRIX (édition groupe le moniteur), les prix initiaux de chaque accord-cadre correspondent aux prix du millésime 2025.

Les prix indiqués dans le BPU plafond de chaque accord-cadre sont fermes jusqu'à la 1^{ère} date d'anniversaire de la notification de chaque accord-cadre.

Pour l'ensemble des lots, les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification du contrat.

Les conditions de révision sont les suivantes :

9.3.1 Conditions et modalités de révision des prix pour les lots dont les prix sont basés sur le référentiel BATIPRIX : cas des lots 2 à 13, 15 et 16

- Les prix applicables à compter de la date anniversaire du contrat seront les prix du millésime BATIPRIX de l'année en cours (exemple : pour les bons de commandes passés entre octobre 2025 et octobre 2026, les prix sont ceux du millésime BATIPRIX 2025).
La parution du millésime a généralement lieu en septembre ou octobre de l'année n pour l'année n+1 et s'intitule « millésime n+1 ».
- Le nouveau millésime n+1 est applicable aux bons de commande émis à compter de la date anniversaire du contrat de l'année n+1.
- Les pourcentages de rabais/majorations fixés pour chaque corps d'état au BPU sont fermes pour toute la durée du marché.

9.3.1 Conditions et modalités de révision des prix pour les lots dont les prix sont basés hors référentiel BATIPRIX : cas des lots 1 et 14 (BPU spécifiques) et lignes de prix hors Batiprix du BPU complémentaire du lot 8 et du BPU complémentaire du lot 16

- Pour les lots 1 et 14, pour les BPU complémentaires du lot 8 et du lot 16, et le cas échéant pour l'ensemble des lots, les nouveaux prix non basés sur une série de prix BATIPRIX insérés par voie d'avenant, la formule suivante s'applique :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85(I_m/I_0)]$$

Où

P = prix révisé HT

P₀ = prix initial au mois 0 (mois de réception des offres)

I_m = valeur de l'indice connue à la date de la demande de révision

I₀ = valeur de l'indice du mois 0 (mois de réception des offres)

L'index de référence, désigné « I » ci-dessous, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, est composé des indices suivants :

N°du lot	Intitulé du lot de l'accord cadre	Indice de référence
1	Désamiantage	BT01 – Tous corps d'état
2	Démolition / Maçonnerie	BT01 – Tous corps d'état
3	Faux-plafond / Plâtrerie / Peinture / Sols souples	BT01 - Tous corps d'état BT46 - Peinture, teinture, revêtements muraux BT10 - Sols souples
4	CVC / Plomberie sanitaire (Bordeaux)	BT41 – Ventilation et conditionnement d'air BT38 – Plomberie sanitaire BT40 – Chauffage central
5	CVC / Plomberie sanitaire (Domaine universitaire)	BT41 – Ventilation et conditionnement d'air BT38 – Plomberie sanitaire BT40 – Chauffage central
6	Electricité (Bordeaux)	BT47 - Electricité
7	Electricité (Domaine universitaire)	BT47 - Electricité
8	Toitures terrasses étanchéité	BT53 - Etanchéité
9	Toitures traditionnelles et reprise charpentes	BT01 - Tous corps d'état
10	Menuiseries intérieures et extérieures bois, aluminium, miroiterie et cloisons modulaires	BT01 - Tous corps d'état BT43 - Menuiserie extérieure BT 08 - Plâtre et préfabriqués
11	Menuiseries intérieures et extérieures acier / Serrurerie	BT42 - Menuiserie en acier et serrurerie BT43 - Menuiserie extérieure
12	Stores et occultations	BT50 - Rénovation entretien tous corps d'état
13	Nettoyage et reprise des façades et Isolation par l'extérieur (ITE)	BT50 - Rénovation entretien tous corps d'état

14	Nettoyage de bâtiments par drone	BT50 - Rénovation entretien tous corps d'état
15	Voirie Réseaux Divers - VRD	TP 08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie
16	Tous corps d'état - TCE	BT01 - Tous corps d'état

Pour l'application de la formule précitée de révision de prix, en cas de pluralité d'indices à appliquer, ces derniers s'appliquent de façon égale à la part variable du prix (0.85 dans la formule) et leur taux procède donc du calcul suivant : Part variable / nombre d'indice à appliquer dans le lot considéré.

Le coefficient Cn sera arrondi au millième supérieur.

Le titulaire fournira l'explication détaillée de la formation de ses prix révisés en précisant :

- la valeur de l'indice au mois zéro,
- la valeur du dernier indice connu à la date de la demande de révision,
- le coefficient de révision.

Le titulaire adresse à la Direction des achats de l'Université le bordereau des prix unitaires plafonds de l'accord-cadre avec application des prix révisés :

- **Au plus tard 2 mois avant la révision de l'accord-cadre,**
- Après vérification et correction des éventuelles erreurs de calcul d'un commun accord, l'université notifie au titulaire le nouveau bordereau validé pour mise en application à la date anniversaire du contrat et pour une période d'un (1) an.

A défaut de transmission, dans les délais, de la demande de révision des prix, le marché s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le prestataire ne puisse formuler aucune réclamation.

L'université se réserve l'initiative de la révision de prix, et d'intégrer de nouveaux articles dans les BPU plafonds de l'accord-cadre du titulaire du lot. Après consultation du titulaire, les nouveaux articles seront intégrés dans les BPU par voie d'avenant.

ARTICLE 10. INTERVENANTS DE L'ACCORD-CADRE

10.1 Interlocuteurs du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'université, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Ces interlocuteurs respectifs se concertent dans les conditions prévues au présent CCAP. Tout changement d'interlocuteur sera porté à la connaissance de l'autre partie par courriel.

Les interlocuteurs principaux du titulaire doivent notamment :

- mettre à la disposition de l'encadrement de chantier les moyens humains et matériels pour la bonne exécution des prestations objets de l'accord-cadre ;
- recevoir les demandes de devis et les notifications des engagements juridiques.
- recevoir notification des marchés et des pièces de consultation remises pour la passation des marchés subséquents, des instructions écrites du responsable chargé du suivi de l'exécution ;
- assurer le devoir d'information du titulaire envers l'université ;
- assurer le pilotage du groupement et assurer le lien entre ses partenaires (cotraitants et sous-traitant) et l'université.
- assurer la représentation de l'entreprise aux diverses réunions organisées par l'université ou par la maîtrise d'œuvre. Toute absence devra être justifiée.

10.2 Conduite de l'opération et maîtrise d'œuvre

Maitre d'ouvrage	L'université de Bordeaux est le maître d'ouvrage.
Maître d'œuvre	<p>Par ailleurs, le rôle dévolu au maître d'œuvre dans les documents particuliers de la demande de travaux dans le cadre de l'accord-cadre ou de la consultation des marchés subséquents ou dans le CCAG-Travaux est assuré :</p> <ul style="list-style-type: none">- Soit en interne par les équipes de la direction concernée du Pôle Patrimoine & Environnement de l'Université,- Soit par un maître d'œuvre extérieur désigné par l'université. <p>Dans la majorité des cas, les services de l'Université de Bordeaux assureront également la fonction de maître d'œuvre, au sens du CCAG-Travaux.</p> <p>En cas de désignation d'un maître d'œuvre extérieur, celui-ci est précisé sur la demande écrite de travaux (coordonnées et missions) ou dans le dossier de consultation du marché subséquent.</p>
Autres intervenants	Pour certains travaux, l'université fera appel à des assistants à maîtrise d'ouvrage (ex : bureau de contrôle, coordinateur SPS etc.). Le cas échéant, celui-ci sera précisé sur la demande écrite de travaux ou sur le marché subséquent (coordonnées et missions)

ARTICLE 11. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

11.1 Réunions de lancement de l'accord-cadre et de suivi technique

Réunion de lancement de l'accord-cadre	<p>Cette réunion sera organisée à la prise d'effet de l'accord-cadre avec l'ensemble des titulaires.</p> <p>Elle a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none">- De prendre connaissance du site et des installations,- Présenter aux titulaires les référents de l'Université,- De rappeler les exigences de l'accord-cadre.
Réunion de suivi technique	<p>Au cours de l'exécution de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent à la survenance du besoin des réunions pourront être organisées :</p> <ul style="list-style-type: none">- Pour faire le point sur l'exécution des prestations,- En cas de difficulté lors de l'exécution de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent : dysfonctionnement, non-respect des clauses contractuelles et révision du planning. <p>Ces réunions seront organisées à la demande du titulaire ou de l'Université en fonction des besoins.</p>
Compte-rendu des réunions	<p>Les comptes-rendus des réunions seront établis par l'Université et seront approuvés et signés par les deux parties.</p>

11.2 Implantation des ouvrages

L'implantation des ouvrages est réalisée par le titulaire concerné, sous leur propre responsabilité, d'après les plans du maître d'œuvre et en tenant compte des contraintes d'existants.

11.3 Préparation, coordination et exécution des travaux

→ Visite du site – Connaissance des lieux

Exécution par l'émission de bons de commandes	<p>Sauf mention contraire sur la demande de travaux, l'université n'effectue pas une visite des lieux avec le titulaire préalablement à l'établissement du devis.</p> <p>Sur la base de la demande et le cas échéant de la visite, une proposition technique détaillée et chiffrée (selon les prix de l'accord-cadre) est demandée préalablement à l'établissement au bon de commande.</p>
Exécution par la conclusion de marchés subséquents	<p>Sauf mention contraire dans le dossier de consultation du marchés subséquents à la survenance du besoin, l'université organise lors de la remise en concurrence une visite sur site en présence de l'ensemble des entreprises titulaires concernées par les travaux.</p> <p>Les modalités d'organisation de la visite sont fixées dans le dossier de consultation du marché subséquent.</p>

→ Délai d'exécution et point de départ des délais :

Le délai global d'exécution englobe le déroulement normal du chantier ainsi que la phase de préparation, l'exécution des travaux, le repliement du matériel, le nettoyage des lieux et des abords. Le titulaire est tenu, pendant le cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Exécution par l'émission de bons de commandes	Sauf mention contraire dans l'EJ, la réception de l'EJ par le titulaire vaut ordre de service pour le déclenchement de la période de préparation et ordre de démarrage des travaux.
Exécution par la conclusion de marchés subséquents	Sauf mention contraire dans le cahier des charges, la notification des marchés subséquents au titulaire vaut ordre de service pour le déclenchement de la période de préparation et ordre de démarrage des travaux.

→ En outre, avant tout commencement des travaux, le titulaire procédera à :

- l'établissement et à la présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et la présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux et à l'article 11.4.3 ci-après ;
- l'établissement du Plan Particulier Sécurité et Protection de la Santé relatif à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers, en référence à la loi n° 93.1418 du 31/12/93 et les décrets d'application.

→ Contraintes d'exécution :

Le titulaire devra se conformer aux conditions générales d'exécution des travaux prévues au CCTG, aux pièces contractuelles de l'accord-cadre, ainsi qu'à toutes dispositions légales ou réglementaires applicables.

Le maître d'œuvre chargé du suivi des travaux aura toute liberté pour ordonner les mesures qui lui semblent nécessaires pour réduire au minimum les inconvénients prévisibles (bruits, trépidations, poussières, odeurs, passages, dépôts provisoires de détrit et gravats, etc....) afin d'assurer le bon fonctionnement des activités de l'Université de Bordeaux.

Sur décision de l'université, le titulaire pourra être amené à arrêter momentanément les travaux bruyants perturbant les usagers présents sur le site.

Le titulaire devra installer les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

Le titulaire devra se conformer aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité de l'université.

11.4 Calendrier d'exécution des travaux

11.4.1 Calendrier détaillé d'exécution (le cas échéant)

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages qui sont l'objet de l'opération et indique pour chaque corps d'état considéré les délais d'exécution qui lui sont propres. Le calendrier détaillé d'exécution est établi par le maître d'œuvre, en concertation avec le ou les titulaire(s)

concernés lors de la première réunion de chantier. Il sera signé par le maître d'ouvrage et le ou les titulaire(s), et fait partie intégrante du marché.

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution.

11.4.2 Prolongation des délais d'exécution

Ce délai ne pourra être modifié :

- Du fait de l'entreprise,
- Du fait de l'intervention d'un co-traitant, d'un sous-traitant ou de leur défaillance,
- Du fait des congés ou de la pénurie de main-d'œuvre.

Les entrepreneurs s'engagent à laisser à l'initiative du maître d'œuvre la possibilité de modifier les étapes du calendrier d'exécution. Les nouveaux délais partiels arrêtés auront le même caractère contractuel que ceux initialement fixés.

En tout état de cause, il ne sera alloué aucun délai complémentaire pour les périodes de congés payés.

Intempéries :

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, en cas d'interruption des travaux en raison des intempéries, les délais d'exécution seront prolongés par ordre de service. A défaut, les pénalités de retard s'appliqueraient.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 2 jours par mois contractuel de travaux. Toute prolongation des délais de réalisation intègre cette journée d'intempérie par mois de travaux.

Les jours d'intempérie seront déclarés le jour même de leur survenance par le titulaire à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre. Une fois la franchise ci-dessus purgée, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée, à la condition expresse que ces conditions neutralisent toute possibilité de réalisation des travaux :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE
Gel	Température inférieure à -2°C pendant plus de trois heures consécutives durant les heures normales de travail de l'entreprise
Pluie	Supérieure à 10 mm sur la durée des heures normales d'une journée de travail de l'entreprise
Vent	Supérieur à 60 km/h pendant 2 heures consécutives pendant l'utilisation de la grue ou pour toute tâches rendues périlleuse par le vent (utilisation de nacelles).
Neige	2 cm d'épaisseur sur la durée des heures normales d'une journée de travail de l'entreprise

11.4.3 Plans d'exécution – Méthodologies - Notes de calculs - Etudes de détail

Si le titulaire le juge utile ou si le cahier des charges ou la demande de travaux les demandent, il conviendra de fournir les plans d'exécution et les notes de calculs correspondantes dans le cadre de la proposition technique

Le maître d'œuvre chargé du suivi des travaux émettra un visa au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 8 (huit) jours après la notification du marché par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux.

11.5 Organisation hygiène et sécurité des chantiers

Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre en compte par le titulaire du marché.

Locaux pour le personnel	<p>La mise à disposition de locaux ou d'emplacements réservés à l'installation de bungalows pour le personnel du titulaire par l'université sera fonction de l'importance et de la durée de l'opération de travaux concernée.</p> <p>Les modalités de cette mise à disposition seront précisées dans la demande de travaux ou dans le cahier des charges du marché subséquent.</p>
Plan Particulier Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS)	<p>Le cas échéant, le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues au décret 94-1159 du 26/12/94 dans un délai de 30 jours après la notification du marché et au plus tard pendant la période de préparation du chantier (Validation technique).</p>
Plan de prévention	<p>Un plan de prévention sera établi pour chaque site par le titulaire contractant avec le représentant de l'université de Bordeaux conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992.</p> <p>Ce plan de prévention intégrera les contraintes et spécifications de l'établissement en relation avec les interventions réalisées par le titulaire. Il intégrera notamment la gestion des permis feu.</p> <p>Ce document devra impérativement être signé par les deux parties avant le début d'exécution du marché.</p> <p>Il pourra être amendé en fonction de l'évolution des sites.</p> <p>Le prestataire contractant s'engagera à respecter et à faire respecter par ses personnels, les termes des plans de prévention comprenant les consignes de sécurité générales et particulières. Il devra s'assurer fréquemment que ces consignes soient parfaitement connues et respectées par les intéressés.</p>
Signalisation du chantier	<p>La signalisation du chantier dans les zones intéressant la circulation sur les voies du site sera réalisée par l'Entrepreneur ; les travaux sont réalisés sous le contrôle du référent technique de l'université pour ce dossier.</p>
Nettoyage du chantier	<p>Le titulaire a à sa charge le nettoyage journalier et en fin d'intervention de l'environnement et des lieux de travaux.</p> <p>Le titulaire rendra les lieux parfaitement nettoyés tout au long de l'exécution du marché. Il doit assurer le nettoyage des détritux, de toutes sortes provenant du déballage de matériaux, déchets et emballages, etc.</p> <p>Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.</p>
<p>Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans la demande de travaux ou dans le cahier des charges du marché subséquent.</p>	

11.6 Locaux de stockage et bureaux

L'université pourra mettre à la disposition du titulaire un ou des locaux techniques affectés au stockage de matériaux ou des espaces de bureaux.

L'occupation de ces locaux par le prestataire fera l'objet d'une Autorisation d'Occupation Temporaire qui précisera les conditions d'usage de ces locaux et la durée de l'occupation.

Le titulaire devra se conformer aux règles d'utilisation des locaux de l'université. Il s'engage à maintenir en parfait état de propreté l'ensemble de ces locaux.

A la fin du marché, les locaux mis à disposition du prestataire devront être nettoyés et vidés du matériel lui appartenant.

ARTICLE 12. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

12.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les fascicules CCTG ou CCTP seront assurés par un laboratoire agréé et ils seront à la charge de l'entrepreneur.

De plus, les entreprises mettront à disposition les matériaux, ouvrages et matériels, ainsi que les outils courants de chantier nécessaires.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter des essais et contrôles en sus de ceux définis par le CCTP et dans les cas définis aux articles 24.1 à 34.3 du CCAG-Travaux.

L'entrepreneur et ses sous-traitants éventuels, devront accepter les recommandations et injonctions du Contrôleur Technique dans le cadre de leur marché. En particulier, ils acceptent de soumettre toutes leurs études, procès-verbaux d'essais, avis techniques etc... Ils acceptent également de soumettre tous les matériaux et matériels au contrôleur technique pour la conformité aux règlements de sécurité.

L'entrepreneur et ses sous-traitants sont tenus de laisser à tout moment les représentants du maître d'ouvrage pénétrer sur le chantier et le visiter. Ils doivent prendre toutes les dispositions pour leur permettre d'exercer leur contrôle utilement.

12.2 Réception

Les travaux pourront faire l'objet d'une réception partielle.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des travaux définis aux CCTP.

Les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation ou en complément aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG-Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves portant sur des imperfections, malfaçons ou non-façons, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur, ou, en l'absence d'un tel délai, deux mois après la notification de la décision de réception ou son prononcé tacite en application du deuxième alinéa de l'article 41.3 du CCAG-Travaux.

Au cas où ces travaux ne sont pas exécutés dans le délai prescrit, le Pouvoir Adjudicateur appliquera les pénalités de retard prévues au présent CCAP. Après une mise en demeure restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur peut les faire réaliser aux frais et risques de l'entreprise et sans préjudice de l'application des pénalités de retard, tant que les travaux nécessaires ne seront pas exécutés.

La constatation de l'exécution des prestations ayant donné lieu à réserve doit faire l'objet d'un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception, établi à la demande de l'entreprise dans les termes des articles 41.1 et 41.2 du CCAG-Travaux.

En cas de réception, le transfert de la garde des ouvrages au maître d'ouvrage intervient le jour de la notification de la décision prévue par l'article 41.3 du CCAG-Travaux ou de l'expiration du délai prévu par ce même article, à moins qu'une prise de possession n'ait eu lieu antérieurement.

La réception de l'ouvrage sans réserve formulée à propos d'un dommage causé à un tiers, passé ou futur, réparé ou non, ne fait pas obstacle à la recevabilité de l'action exercée par le maître de l'ouvrage ou son assureur à l'encontre de l'entrepreneur responsable.

Par ailleurs, l'entrepreneur est tenu de :

- s'assurer que ses travaux sont achevés pour être reçus par le MOA à la date fixée pour la réception et, à défaut, prendre toute mesure corrective en accord avec le MOE pour satisfaire aux exigences de la livraison.
- prendre toutes dispositions pour obtenir tous les certificats de conformité techniques nécessaires et régler tous les frais afférents aux opérations de contrôle ou de vérification.
- signaler aux administrations, organismes et services intéressés, et dans les délais réglementaires, la mise en service des installations en temps voulu.
- se procurer les formulaires nécessaires, les faire signer au MOA et les remettre aux services et organismes intéressés, se tenir, enfin, à la disposition du MOE pour assister à toutes les réunions, participer à toutes les visites destinées à obtenir et constater le parfait achèvement des travaux.

12.3 Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre par le titulaire au maître d'œuvre seront présentés conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG-Travaux.

12.4 Délais de garantie

▪ Garantie de parfait achèvement

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux et à l'article 1792-6 du Code civil, la durée de garantie des travaux est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

La garantie de parfait achèvement impose au constructeur de réparer toutes les malfaçons survenues au cours de l'année qui suit la réception des travaux, quelles que soient leur importance et leur nature.

▪ Garantie biennale de bon fonctionnement

Conformément à l'article 1792-3 du Code civil, la garantie biennale protège le propriétaire en cas de dysfonctionnement sur les équipements d'un bien immobilier. Elle est valable sur deux ans, et concerne tous les éléments dissociables ou démontables du bâtiment. Elle impose également aux entreprises la réparation ou le remplacement des équipements signalés.

▪ Garantie décennale

Conformément à l'article 1792-2 du Code civil, la garantie décennale impose au constructeur de réparer les dommages qui compromettent :

- la solidité et ses éléments d'équipements indissociables touchant à la structure même de la construction
- ou qui rendent l'ouvrage impropre à sa destination

et qui surviennent au cours des 10 années qui suivent la réception des travaux.

▪ Garanties particulières (le cas échéant)

- Garantie particulière des systèmes de protection sur métal :

L'entrepreneur garantit la bonne tenue du système de protection (peinture, laque. etc...) appliqué sur les ouvrages métalliques intérieurs, pendant un délai de 7 (sept) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai fixé à effectuer ou faire effectuer à ses frais sur simple demande du Maître d'Œuvre, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

- Garantie particulière pour matériaux et méthodologie de type nouveau :

Si le titulaire propose d'utiliser au cours de l'exécution des matériaux et des méthodologies de type nouveau, il garantit alors le Maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) pendant le délai de 10 ans à partir de la date de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'ouvrage par des matériaux ou par des méthodologies déjà éprouvées, et à supporter le coût des travaux ainsi que les frais de servitudes et de préjudice conditionnés par ce remplacement.

ARTICLE 13. **SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire du présent marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du Pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatées par le marché ou par un acte spécial signé des deux parties indiquant :

- La nature et le montant prévisionnel des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale ainsi que l'adresse du sous-traitant ;
- Les conditions de paiement ;
- Le sous-traitant présenté transmet également ;
- Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux Marchés publics ;
- Les justifications de capacités professionnelles et financières similaires à celles demandées dans le règlement de consultation au titulaire, pour la partie du marché qui lui incombera ;
- En cas de paiement direct, un RIB.

Si la sous-traitance est demandée en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant et retourne l'exemplaire unique de l'acte d'engagement pour annotation.

Le sous-traitant ne pourra intervenir qu'après signature par le représentant du Pouvoir adjudicateur de l'acte spécial de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché reste solidairement responsable avec le sous-traitant tant envers la Personne publique qu'envers les tiers, du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions du marché. Toute sous-traitance passée sans autorisation restera nulle et de nul effet à l'égard de la Personne publique.

Nota : Lorsque le marché est signé électroniquement, la déclaration de sous-traitance devra être signée électroniquement par le titulaire et le sous-traitant.

ARTICLE 14. CLAUSES SOCIALES

L'Université de Bordeaux (donneur d'ordre) dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 et suivants du CCP en incluant dans le présent CCAP une clause sociale d'insertion obligatoire dans l'exécution du marché.

14.1 Dispositions générales relatives aux clauses sociales

Pour la mise en œuvre et le suivi de la clause sociale, l'université de Bordeaux et l'attributaire s'appuient sur l'Assistant à la Maîtrise d'œuvre (AMO) Insertion, désigné « Facilitateur ».

Les coordonnées du facilitateur désigné pour ce marché sont :

P.L.I.E. Portes du Sud
Château de l'Ermitage
26 avenue Jean Larrieu – 33170 GRADIGNAN
Marie-Pierre BROTHIER
Chargée de Mission Clause Sociale et des Relations S.I.A.E
T. : [05.56.75.65.15](tel:05.56.75.65.15) – P. : [06.47.31.92.76](tel:06.47.31.92.76)
Courriel : marie-pierre.brothier@portesdusud.eu

Nota : le titulaire peut proposer de la réalisation de la clause d'insertion sur des tâches administratives ou sur d'autres postes de l'entreprise.

Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

1) *Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :*

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé :
 - Entreprises Adaptées (EA)
 - Entreprises Adaptées de Travail Temporaire (EATT)
 - Usagers des ESAT
- Personnes prises en charge dans les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) :
 - Association Intermédiaire (AI)
 - Entreprise de travail temporaire d'Insertion (ETTI)
 - Entreprise d'insertion (EI)
 - Atelier Chantier d'Insertion (ACI)
- Personnes employées par une régie de Quartier ou de territoire agréée
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers :
 - Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE)
 - Ecoles de la deuxième Chance (E2C)
- Personnes en parcours d'insertion au sein des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et l'Emploi (GEIQ)
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'Agence de Travail d'Intérêt Général et de l'Insertion Professionnelle (ATIGIP)

2) *Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :*

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
- Allocataires du RSA en recherche d'emploi
- Personnes ayant obtenu la Reconnaissance de Travailleurs Handicapés (RQTH) orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adultes Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation veuvage ou de l'Allocation d'Invalidité
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi
 - Sans qualification (< niveau 3 : soit un niveau inférieur CAP/BEP) et sortis du système scolaire

- depuis au moins 6 mois
- Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- Demandeurs d'emploi seniors (> 50 ans)
- Jeunes en suivi renforcé
 - Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi (PACEA)
 - Service Militaire Adapté (SMA)
 - Service Militaire Volontaire (SMV)
 - En sortie de dispositif Garantie Jeune (GJ)
- Habitants des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) éloignés de l'emploi
- Personnes ayant un statut de réfugié ou bénéficiaire de la protection subsidiaire
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de :
 - France Travail
 - Maisons de l'Emploi (MDE)
 - Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)
 - Missions locales
 - Cap Emploi
 - Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH)

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.

Les modalités de mise en œuvre

La mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle peut s'effectuer de trois manières :

- ➔ 1ère solution : l'embauche directe (CDI, CDD ou CUI-CIE) des personnes en difficulté d'insertion,
- ➔ 2ème solution : le recours à la mise à disposition de personnel employé par un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ), une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), une Association Intermédiaire (AI) ou une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) en capacité de réaliser un accompagnement social,
- ➔ 3ème solution : la co-traitance ou sous-traitance avec une structure prestataire relevant de l'IAE telle qu'une Entreprise d'Insertion (EI) ou un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI).

Cette troisième solution implique pour l'attributaire de suivre les formalités prévues au marché pour l'agrément d'un sous-traitant lors de la réponse à l'appel d'offre ou en cours de marché. La cotraitance impose une réponse conjointe dès la réponse à l'appel d'offre, les attributaires étant alors co-responsables de la réalisation de la clause sociale mais pouvant s'entendre sur la répartition des heures entre leurs structures.

Dispositif d'accompagnement des entreprises

Dans le cadre de la mise en œuvre de la clause d'insertion, le facilitateur a pour missions :

- d'informer et de conseiller l'entreprise au moment de la préparation de son offre sur les modalités de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion ;
- d'accompagner l'entreprise attributaire à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de son engagement d'insertion (nature de la mission, définition du profil, période d'embauche...) ;
- de proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion, et cela avec le concours des organismes spécialisés,
- de fournir, à titre indicatif et non exhaustif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par les lots du marché, et assurer la mise en relation si nécessaire ;
- de suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi des personnes positionnées, en liaison avec les entreprises et avec le maître d'ouvrage.

Suivi de l'action d'insertion

A la demande de l'Université, le titulaire fournit chaque mois (avec la facture), tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Ce suivi sera réalisé avec l'assistance du facilitateur. Sur la base des renseignements fournis par le titulaire, le facilitateur se met ensuite en relation avec l'interlocuteur insertion de l'attributaire ou les opérateurs d'insertion en charge du suivi des bénéficiaires.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, l'Université peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

Bilan de l'action d'insertion

Dans le mois suivant la fin d'exécution du marché, un bilan de l'action d'insertion sera dressé par l'attributaire. Ce bilan comporte le volume d'heures réalisées, une évaluation de l'exécution de cette prestation d'insertion et les perspectives envisagées pour les bénéficiaires (acquisition de savoir-faire et de savoir-être, pérennisation de l'emploi, capacité à accéder à l'emploi durable ou à défaut orientations à poursuivre).

Difficultés d'exécution

Le titulaire du marché doit, sous 8 jours calendaires à compter de la survenance des faits, informer le pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception des difficultés rencontrées pour exécuter son engagement d'insertion ou dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelle que raison que ce soit.

Dans ce cas, le facilitateur désigné par l'Université au présent article du CCAP, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs. A défaut du respect de ce délai, le titulaire demeurera soumis au respect de la condition d'exécution pour la période considérée déduction faite des 8 jours précités.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

14.2 Clauses sociales pour la part de l'accord-cadre exécutée à bons de commande

Seules les commandes qui s'exécutent sur la Zone 1 (Gironde) génèrent une obligation d'insertion.

Pour la part de l'accord-cadre exécutée à bons de commande, chaque titulaire doit réaliser un nombre d'heures d'insertion en fonction du montant cumulé de commandes qui leur est attribué sur la durée du marché, tel qu'indiqué ci-dessous.

Le volume d'heures d'insertion est précisé ci-dessous :

N° lot	Intitulé des lots	Nombres d'heures d'insertion par tranche	Montant de la tranche (chiffre d'affaires) en € HT
1	Désamiantage	Non concerné	
2	Démolition / Maçonnerie	5,5	10 000 €

3	Faux-plafond / Plâtrerie / Peinture / Sols souples	6	10 000 €
4	CVC / Plomberie sanitaire (Bordeaux)	5,5	10 000 €
5	CVC / Plomberie sanitaire (Domaine universitaire)	5,5	10 000 €
6	Electricité (Bordeaux)	5	10 000 €
7	Electricité (Domaine universitaire)	5	10 000 €
8	Toitures terrasses étanchéité	3,5	10 000 €
9	Toitures traditionnelles et reprise charpentes	3,5	10 000 €
10	Menuiseries intérieures et extérieures bois, aluminium, miroiterie et cloisons modulaires	5,5	10 000 €
11	Menuiseries intérieures et extérieures acier / Serrurerie	5,5	10 000 €
12	Stores et occultations	Non concerné	
13	Nettoyage et reprise des façades et Isolation par l'extérieur (ITE)	4,5	10 000 €
14	Nettoyage de bâtiments par drone	Non concerné	
15	Voirie Réseaux Divers - VRD	4,5	10 000 €
16	Tous corps d'état – TCE (hors travaux de désamiantage)	6	10 000 €

L'Université informera le facilitateur des commandes passées aux titulaires de l'accord cadre pour la part exécutée à bons de commande afin de vérifier la réalisation des heures dues par chaque titulaire.

Le nombre d'heures à réaliser est calculé sur le cumul des bons de commande et sur la durée du marché.

La mise en œuvre de l'action d'insertion peut commencer lorsque le montant cumulé des bons de commande correspond à 35 heures. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en-deçà de ce seuil de 35 h et au moment qu'il jugera opportun.

Pour les commandes exécutées à bons de commande, l'Université informera le facilitateur à la fin de chaque quadrimestre (tous les 4 mois) du volume de commandes réalisé par chaque titulaire afin d'ajuster les heures d'insertion à réaliser afin de vérifier la réalisation des heures dues.

Aucune heure d'insertion ne seront comptabilisées sur le dernier semestre du marché.

Néanmoins au cours de ce dernier semestre, le titulaire devra effectuer les heures d'insertion restant dues et non réalisées depuis le début du marché.

14.3 Clauses sociales du marché subséquent à la survenance du besoin pour les lots 15 et 16 de l'accord-cadre

Seules les commandes qui s'exécutent sur la Zone 1 (Gironde) génèrent une obligation d'insertion.

Pour chaque marché subséquent, la clause d'insertion n'est due qu'à partir de 35 heures d'insertion. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en-deçà de ce seuil de 35 h et au moment qu'il jugera opportun.

Le nombre d'heures d'insertion dû par le titulaire au titre d'un marché subséquent sera précisé dans les documents particuliers du dossier de consultation et fixé à partir de l'estimation réalisée par l'établissement au moment de la publication de la consultation du marché subséquent. Ce nombre d'heures ne sera pas recalculé sur la base du montant de l'offre financière proposée par le titulaire et retenue dans le cadre de la consultation.

Lot	Intitulé du lot	Nombre d'heures d'insertion
15	Voirie Réseaux Divers - VRD	4,5 heures par tranche de 10 000 euros HT
16	Tous corps d'état – TCE (hors travaux de désamiantage)	6 heures par tranche de 10 000 euros HT

Nota : En cas de marché à tranches, le nombre d'heures d'insertion dû est calculé par tranche.

L'université informera le facilitateur des marchés notifiés aux titulaires de l'accord-cadre pour la part exécutée par la conclusion de marchés subséquents afin de vérifier la réalisation des heures dues par chaque titulaire.

ARTICLE 15. ETAT RECAPITULATIF DES TRAVAUX EXECUTES

Un état récapitulatif de l'ensemble des travaux effectuées pour chaque entité de l'université sera fourni par le titulaire du marché au plus tard au 31 janvier de chaque année.

Cet état récapitulatif (sous fichier Excel) sera adressé à la Direction des Achats de l'Université de Bordeaux par courriel aux adresses suivantes :

- remi.marty@u-bordeaux.fr
- paul.labarbe@u-bordeaux.fr
- clea.gigant@u-bordeaux.fr
- maxime.favennec@u-bordeaux.fr

Ce récapitulatif devra indiquer obligatoirement :

- n° de l'accord-cadre
- n° du bon de commande (engagement juridique) ou du marché subséquent,
- nom de l'opération réalisées (reprise de l'intitulé),
- lieu de réalisation (bâtiment ou le site pour les réalisations du patrimoine non bâti),
- montant des travaux HT,
- en cas de cotraitance ou sous-traitance, le montant des travaux réalisé par chaque intervenant,
- pour chacun des prix unitaires, la quantité commandée,
- la période de réalisation des travaux.

ARTICLE 16. PENALITES ET DEFAILLANCE

16.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, aucune exonération n'est prévue.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, aucun plafonnement du montant total des pénalités n'est prévu.

Le maître d'œuvre adressera au maître d'ouvrage un décompte de pénalité, justifiant les retards ou manquements constatés. Ceux-ci feront l'objet d'un traitement par le maître d'ouvrage via un titre de recette.

Par dérogation aux dispositions des articles 19.2.3 à 19.2.5 du CCAG-Travaux, le titulaire encourt, sans mise en demeure *ni procédure contradictoire préalable*, les pénalités suivantes :

MANQUEMENT	MONTANT DE LA PENALITE
<i>Retard dans la réponse à une demande de travaux</i>	Le retard de réponse ou la réponse partielle ou non conforme (jusqu'à correction) aux demandes de travaux (devis préalable à l'émission d'un bon de commande et/ou aux consultations de marchés subséquents) dans les délais impartis à l'article 8, sans justification recevable, entraînera l'application d'une pénalité de 100€ HT par jour calendaire pour chaque manquement.
<i>Absence de réponse à une demande de travaux</i>	L'absence de réponses ou la réponse partielle ou non conforme (non corrigée) aux demandes de travaux (devis préalable à l'émission d'un bon de commande et/ou aux consultations de marchés subséquents) dans les délais impartis à l'article 8, sans justification recevable, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de 200 € HT par manquement.
<i>Absence répétée de réponse aux demandes de travaux</i>	<p>L'absence répétée de réponse ou la réponse partielle ou non conforme de façon répétée aux demandes de travaux (devis préalable à l'émission d'un bon de commande et/ou aux consultations de marchés subséquents), sans justification recevable*, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € HT au titulaire concerné au bout de trois manquements.</p> <p><i>* Seule l'indisponibilité momentanée et/ou accidentelle pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire ou le cas de force majeure sera une motivation recevable.</i></p> <p>En cas de manquements répétés et dans les conditions posées à l'article 20 du présent CCAP, l'université se réserve le droit, après mise en demeure préalable non suivie d'effet, de résilier l'accord-cadre pour le titulaire concerné sans indemnité.</p>

<i>Pénalités de retard sur le délai d'exécution</i>	<p>Des pénalités provisoires sont applicables sur les acomptes si des retards sont constatés, par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux à l'état d'avancement théorique déterminé par le planning d'exécution détaillé. La pénalité provisoire est calculée au même taux que la pénalité définitive, sur le nombre de jours de retard au moment de l'établissement du décompte mensuel.</p> <p>L'entrepreneur responsable subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité fixée à 200 € HT par jour calendaire de retard.</p> <p>Du simple fait de la constatation par le maître d'œuvre d'un retard, l'entrepreneur encourt des pénalités provisoires telles que définies ci-dessus.</p> <p>Ces pénalités provisoires deviennent définitives si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution prévu. - ou si l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement du marché.
<i>Retard dans la remise des documents à fournir durant la période de préparation ou de chantier conformément aux demandes formulées sur le compte rendu de chantier du maître d'œuvre et/ou de l'OPC</i>	Une pénalité de 200 € HT par jour calendaire de retard et par document sera appliquée.
<i>Retard dans la remise des études et documents à fournir après exécution</i>	Une pénalité de 200 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée.
<i>Retard dans la remise des documents à la réception</i>	200€ HT par jour calendaire de retard.
<i>Retard dans la remise du projet de décompte final</i>	50€ HT par jour calendaire de retard.
<i>Non-respect ou non-exécution d'un OS exécutoire du MOE/OPC</i>	500€ HT par jour calendaire de retard à compter de la date d'exécution indiquée à l'OS par le MOE et/ou l'OPC.
<i>Retard dans la levée des réserves formulées lors de la réception</i>	<p>Si les travaux sont réceptionnés avec réserves, le titulaire subira par jour calendaire de retard dans la levée des réserves par rapport au délai indiqué dans la décision de réception, une pénalité de 100€ HT.</p> <p>👉 L'attention du titulaire est attirée sur l'importance du respect des délais de levée de réserves.</p>
<i>Retard dans le repliement définitif des installations de chantier et remise en état des lieux</i>	<p>Le repliement définitif des installations de chantier et la remise en état des emplacements occupés pendant le chantier devront être effectués à la date de réception des travaux.</p> <p>100€ HT par jour calendaire à partir du premier jour de retard.</p>
<i>Absence aux réunions de lancement ou de suivi organisées par l'université</i>	100€ HT par absence constatée.

<p>Absence au rendez-vous de chantier</p> <p><i>L'entrepreneur est tenu d'assister ou de se faire représenter pendant toute la durée de ses travaux aux rendez-vous de chantier qui auront lieu aux emplacements, jours et heures fixés par le maître d'œuvre.</i></p>	<p>100€ HT pour absence ou retard significatif.</p> <p>Est considérée comme absence la représentation des entreprises par des personnes non qualifiées ou ne pouvant prendre des décisions engageant la responsabilité de l'entreprise.</p>
<p><i>Non-respect du plan de prévention</i></p>	<p>200€ HT par jour à partir du premier jour de constat de l'infraction.</p>
<p><i>Non-respect des remarques du coordonnateur SPS</i></p>	<p>Outre un arrêt de chantier et l'ensemble des mesures adaptées, l'entreprise encoure une pénalité journalière de 200 € HT à partir de la date fixée par le maître d'œuvre en réunion de chantier ou par courrier ou par courriel.</p>
<p><i>Non-respect du plan général de coordination (PGC)</i></p>	<p>200€ HT par jour calendaire à partir du premier jour de constat de l'infraction.</p>
<p><i>Non remise des documents demandés par le contrôleur technique</i></p>	<p>L'entreprise encourt :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une pénalité journalière de 200 € HT à partir de la date fixée par le maître d'œuvre en réunion de chantier ou par courrier ou par courriel • en plus de la pénalité journalière, une pénalité forfaitaire de 100 € HT par document non remis avant les Opération Préalable à la Réception (OPR).
<p><i>Non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique</i></p>	<p>En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 50€ HT par heure d'insertion non réalisée.</p> <p>En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100€ HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.</p>
<p><i>Sous-traitance non déclarée</i></p>	<p>500 € HT par infraction constatée</p>
<p><i>Retard dans la transmission ou non remise de statistiques</i></p>	<p>50 € HT par jour de retard</p>
<p><i>Travail dissimulé</i></p>	<p>Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant HT des travaux. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.</p>
<p><i>Non-respect d'une clause contractuelle</i></p>	<p>200 € HT par anomalie constatée</p>

<p><i>Charte chantier propre / Dispositions environnementales</i></p>	<p>En cas de manquement aux obligations énoncées dans la charte chantier propre ou des autres dispositions environnementales, le titulaire s'expose à l'application des pénalités ou retenues consécutives à leurs carences, selon le barème suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépôt de déchets dans une benne non appropriée : 300€ HT / infraction ; - Dépôt sauvage, enfouissement, rejet polluant sur le sol : 300€ HT / infraction + frais de dépollution ; - Non-respect des limitations sonores : 150€ HT / infraction ; - Non enlèvement d'un contenant plein, au bout de 48 heures à compter de la demande : 200 € HT/ infraction (renouvelable) ; - Défaut d'utilisation des moyens de protection de l'environnement : 150€ HT / infraction ; - Absence de protection autour des arbres présents sur site : 200€ TTC / jour (jusqu'à résolution du problème) ; - Dégradation d'arbres : 10 000€ TTC / arbre dégradé ; - Instabilité/danger lié à un cheminement aux abords du chantier : 1000€ TTC/jour (jusqu'à résolution du problème) ; - Cantonnement non entretenu et absence de nettoyage des zones de travail en fin de journée : 200 HT / infraction ; - Non réalisation des opérations de nettoyage dues au titre de l'obligation générale (notamment posée à l'article 11.5 du présent CCAP) : 200€ HT par manquement - Non réalisation des opérations de nettoyage demandées par la MOA ou le MOE : 200€ HT par jour calendaire à partir de la date fixée en réunion de chantier, par courrier ou par courriel
---	---

Les personnes habilitées à constater le non-respect des prescriptions sont : la Maîtrise d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le coordonnateur de sécurité.

16.2 Défaillance du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, l'Université pourvoie, vu l'urgence, à l'exécution de la prestation (objet du bon de commande ou du marché subséquent) auprès d'un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire du présent marché, étant entendu, que les frais supplémentaires qui pourraient en résulter par rapport aux prix initiaux du contrat, seront à la charge du titulaire.

ARTICLE 17. FACTURATION – PAIEMENT

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Président de l'université de Bordeaux. Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'université de Bordeaux. Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

17.1 Présentation des factures

Durée d'exécution	Date de présentation des factures	Périodicité de versement
Pour un bon de commande (engagement juridique) ou un marché subséquent dont l'exécution est inférieure à 1 mois :	Le titulaire présente les factures dans un délai d'un mois à compter du constat de réalisation complète et conforme des travaux.	
Pour un bon de commande (engagement juridique) ou un marché subséquent dont l'exécution est supérieure à 1 mois :	Le titulaire présente les factures mensuellement, correspondant à l'avancement des travaux. La facture de solde est présentée dans un délai d'un mois à compter du constat de réalisation complète et conforme des travaux.	La périodicité de versement des acomptes est mensuelle sur demande du titulaire. Sous réserve de respecter la périodicité maximale de versement fixée ci-dessus, le règlement des prestations se fera à l'issue de chaque phase de réalisation du marché et après admission des prestations par l'Université. Ces phases peuvent être précisées dans le bon de commande (engagement juridique) ou les marchés subséquents.

La facture ou le décompte comporte impérativement les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique, et notamment les renseignements suivants :

- Les références de l'accord-cadre (2025-001 – Lot X)
- Le cas échéant la référence du marché subséquent (2025-002-XXX ou 2025-003-XXX)
- Le n° de l'engagement juridique
- le nom et l'adresse complète de l'entité acheteuse
- la date d'émission de la facture,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture,
- la désignation exacte de l'opération,
- la date de réalisation des travaux,
- la quantité et la dénomination précise des travaux réalisés suivant décomposition du prix global et forfaitaire et mentionnant, pour chaque prestation, le montant pour la période concernée, le total précédent et le cumul,
- le montant total HT,
- le taux de TVA en vigueur,
- le montant total TTC,
- tout rabais, remise applicable à l'opération objet du marché.

17.2 Acomptes sur approvisionnements

Les matériels ou matériaux approvisionnés ne pourront faire l'objet d'un règlement prévu à l'article 10.4 du CCAG-Travaux que si les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- 1) Les matériaux ou matériels seront mis en dépôt suivant leur nature, soit dans les locaux conçus de façon à résister à l'effraction et aménagés par l'entrepreneur sous sa propre responsabilité, soit s'il s'agit de matériaux insensibles à l'action des agents atmosphériques, dans des dépôts de plein air, fermés par des clôtures de hauteur et de résistance suffisantes et établies sous la responsabilité de l'entrepreneur.
- 2) Les matériaux ou matériels devront être rangés de façon à présenter sur leur face apparente les marques d'identification et de qualité, et par groupes dont les quantités seront facilement contrôlables.
- 3) Les matériaux ou matériels auront été acquis par l'entrepreneur en toute propriété et effectivement payés par lui. Il devra en justifier par la production des copies de factures revêtues d'une mention d'acquit signée par le fournisseur, ou d'une attestation de règlement apposée par l'entrepreneur.

Le paiement des matériels ou matériaux approvisionnés ne vaut pas transfert de propriété au maître d'ouvrage. Ils restent sous la responsabilité du titulaire jusqu'à la réception des travaux.

17.3 Modalités de règlement et de financement – CHORUS PRO

Application de la T.V.A.

Les montants des décomptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur, dans les conditions édictées par la réglementation.

Modalités de facturation

Les factures dématérialisées respecteront les normes réglementaires et notamment l'article 289 du code général des impôts. Seront en particulier garanties : l'authenticité de leur origine, l'intégrité de leur contenu, leur lisibilité et leur pérennité durant le délai légal de conservation.

De plus, une même facture ne devra concerner qu'un seul et même numéro de compte d'une composante de l'université.

Si le titulaire n'est pas un ressortissant national, le montant total du bon de commande est facturé hors taxes, tout en indiquant, pour un ressortissant communautaire, le numéro de TVA intracommunautaire de l'université (**FR 23 130 018 351**).

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

L'utilisation de ce portail est **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique, et ce pour tout type d'entreprise.

Pour ce faire, après avoir enregistré votre société sur le portail Chorus Pro, vos factures dématérialisées devront être adressées à l'université de Bordeaux et devront comporter obligatoirement les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'université de Bordeaux en tant que destinataire de la facture : **13001835100010**.
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur l'engagement juridique transmis pour acter votre prestation.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Délai de paiement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées par virement administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la date de **réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre**.

Dans le cadre du processus de validation des décomptes mensuels et finaux, le maître d'œuvre (MOE) doit récupérer les demandes de paiement des entreprises dans Chorus pro, et doit ensuite les déposer, avec son visa, dans ce circuit dématérialisé.

Cette transmission via Chorus pro avertit en même temps le titulaire du marché que l'état d'acompte a été transmis au MOA et permet ainsi au MOE de respecter son obligation d'information du titulaire. En fin de marché, le maître d'œuvre réceptionne le projet de décompte final envoyé par le titulaire, le valide et transmet au maître d'ouvrage le projet de décompte général.

Toutefois, le point de départ du délai de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'entreprise. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse

Ce taux est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

17.4 Formes particulières des projets de décomptes

Remise des projets de décomptes mensuels au Maître d'œuvre

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux, avant la fin de chaque mois, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre via Chorus Pro.

Il comprend les indications suivantes :

1. La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage) et, le cas échéant, celle des co-traitants et des sous-traitants payés directement (nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale),
2. Numéro du marché, du lot,

3. L'objet succinct du marché,
4. La période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.
5. Le montant des travaux réalisés sur le mois précédent, hors taxe,
6. Le montant des approvisionnements réalisés (pouvant faire l'objet d'un acompte - cf. article 5.4 du présent CCAP)

Le titulaire joint au projet de décompte :

- Le calcul des quantités à prendre en compte,
- Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte.

Par dérogation à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre ne notifie pas au titulaire la somme à régler.

Décompte final

Conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux, le titulaire remettra simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage en un exemplaire le projet de décompte final 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire.

Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre ou, en cas de désaccord entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, par le maître d'ouvrage.

17.5 Cautionnement et retenues de garantie

Exécution par l'émission de bons de commande	<p>Aucune retenue de garantie ne sera appliquée pour toutes les commandes inférieures à 150 000 € HT.</p> <p>En application des articles R2191-32 et suivants du CCP, une retenue de garantie de 5% (ou 3% pour les PME) pourra être exercée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements pour toutes commandes supérieures à 150 000 € HT.</p> <p>Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande pour le montant total de la commande, ou sur demande du titulaire, et en accord avec le Maître d'Ouvrage, par une caution personnelle et solidaire.</p> <p>Cette caution ou garantie sera constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. Dans l'hypothèse où la caution ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.</p>
Exécution par la conclusion de marché subséquent	<p>En application des articles R2191-32 et suivants du CCP, une retenue de garantie de 5% (ou 3% pour les PME) pourra être exercée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.</p> <p>Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande pour le montant total du marché y compris les avenants, ou sur demande du titulaire, et en accord avec le Maître d'Ouvrage, par une caution personnelle et solidaire.</p> <p>Cette caution ou garantie sera constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. Dans l'hypothèse où la caution ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.</p>

17.6 Avance

Si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, l'université versera une avance dans les conditions définies aux articles R2191-3 et suivants du CCP.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG-Travaux, l'université décide d'appliquer l'option B. Le taux de l'avance est fixé à 5%, ou 10% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Dans ce cas, il l'indiquera à l'acte d'engagement dans le cadre réservé à cet effet.

ARTICLE 18. ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, doit justifier qu'il a contracté :

- une assurance obligatoire de Responsabilité Civile Construction, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants et les sous-traitants, devra justifier de la souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences de sa responsabilité pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion du présent marché et conformément aux dispositions ci-dessus, et ceci à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers et aux usagers, ainsi qu'aux participants.

Le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, est seul responsable dans le choix des capitaux souscrits et fera son affaire personnelle d'une absence ou insuffisance de garanties.

Par ailleurs, le mode d'assurance retenu devra permettre le maintien des garanties arrêtées par le titulaire et ce pendant une période de cinq ans à compter de la réception des travaux.

- une assurance obligatoire en responsabilité civile Décennale Bâtiment

Le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, devra justifier avoir souscrit un contrat d'assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités civiles résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 1792-4 à 1792-4-3 du Code civil, conforme aux articles L 241.1 et A 243.1 du Code des assurances.

Le titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le titulaire devra fournir une attestation pour l'ensemble des garanties de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, cette attestation devra porter la mention de l'échéance et l'étendue des garanties.

Le titulaire du marché informera le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses contrats d'assurances. Il informera le maître d'ouvrage des déclarations qu'il effectuera auprès de son propre assureur au titre de l'opération.

ARTICLE 19. OBLIGATIONS DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE

▪ **Obligation d'information**

Les titulaires sont tenus de signaler à l'acheteur tous les éléments qui leurs paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations dans les plus brefs délais à partir de la constatation des éléments.

Les titulaires ont un devoir de conseil (ou d'alerte) s'ils se rendent compte, lors de leurs interventions, de dysfonctionnements, de risques ou de dangers potentiels au titre des prestations.

Cette prescription impérative ne fait pas obstacle à l'application de pénalités dans les conditions prévues à l'article 16.1 du présent CCAP.

▪ **Confidentialité et protection des données personnelles**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG-Travaux s'appliquent.

▪ **Obligation de discrétion**

Le personnel des titulaires s'engage à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le marché.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'université à résilier le marché aux torts des titulaires et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'administration au titulaire, au titre de l'article 1242 du code civil ou de l'engagement des procédures pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

ARTICLE 20. CONDITIONS DE RESILIATION

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre (commandes ou marchés subséquents), avant leur expiration, qu'il y ait faute ou non du titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

20.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, la résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général n'ouvrira droit à aucune indemnité.

Pour les lots 15 et 16 de l'accord cadre, l'université se réserve le droit de résilier l'accord cadre lorsqu'il ne reste plus, qu'un seul titulaire de l'accord-cadre à solliciter pour l'attribution d'une commande ou d'un marché subséquent.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation d'une commande ou d'un marché subséquent, le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements éventuellement engagés et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité, dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois comptés à partir de la notification de la décision de résiliation.

20.2 Résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, l'accord-cadre avec l'un des titulaires de l'accord cadre dans les conditions fixées à l'article 50.3 du CCAG-Travaux, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations

Et notamment en cas :

- de mauvaise exécution de l'accord-cadre (bon de commande ou marché subséquent) ;
- d'absence répétée et/ou non justifiée d'offres remises par le titulaire lors de la mise en concurrence préalable à la passation des marchés subséquents ou lors des demande de travaux ;
- de remise répétée d'offres ou devis inacceptables, d'offres irrégulières, d'offres inappropriées, d'offres anormalement basses,
- d'anomalies de prix dans les offres remises par les titulaires avec risque d'entente anticoncurrentielle ;
- d'inexactitude des documents et attestations fournis par le titulaire ou refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 et R. 341-30 (ou R. 324-7 et R. 341-30-1) du code du travail ;
- de défaut de production des attestations d'assurance visées à l'article 8 du CCAG-Travaux ou inexactitude des renseignements fournis à l'appui de sa candidature à l'appel d'offres restreint passé en vue de la conclusion de l'accord-cadre.
- de non application des consignes édictées par le pouvoir adjudicateur et notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

La résiliation de l'accord-cadre avec l'un des titulaires n'entraîne pas automatiquement sa résiliation avec les autres titulaires. Néanmoins, s'il ne reste plus qu'un titulaire à l'accord-cadre, l'Université de Bordeaux se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre.

En outre, la résiliation de l'accord-cadre, qu'elle soit prononcée à l'encontre de l'accord-cadre conclu avec un titulaire déterminé ou l'ensemble de ses titulaires, n'emporte pas résiliation automatique des marchés subséquents en cours de validité dont leur titulaire doit assurer la bonne exécution.

20.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché subséquent ou sur la commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Après résiliation prononcée aux torts du titulaire en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

20.4 Résiliation pour événements extérieurs au marché

Les dispositions de l'article 50.1 du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché.

En outre, lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire de l'accord-cadre justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation de l'accord-cadre, de la commande ou d'un marché subséquent par lettre recommandée motivée avec accusé de réception dans un délai de 7 jours calendaires après la survenance des événements à l'origine de la force majeure.

20.5 Résiliation pour absence répétée de réponse

Sans préjudice à l'application de pénalités pour non réponse ou réponse partielle ou non conforme telle que prévue au présent CCAP, l'Université, à l'issue d'un nombre d'absence de réponse répétée de la part des titulaires, supérieures à trois par année d'exécution, mettra en demeure le titulaire d'expliquer dans le délai qui leur sera imparti, les raisons soit :

- de cette absence réitérée de réponse à la demande de travaux ou à la consultation du marché subséquent,

- et/ou en cas de constatation du caractère répétitif et manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce, sans justification valable.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'Université informera le titulaire de la sanction envisagée à savoir la résiliation à ses torts.

Au regard de ce qui précède, l'Université se réserve, alors, la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre, par anticipation et sans indemnité. La résiliation pourra être effectuée aux torts et ce aux frais et risques des titulaires de l'accord-cadre qui supporteront donc le surcoût éventuel occasionné par la passation d'une commande ou d'un marché de substitution.

ARTICLE 21. LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Bordeaux est seul compétent.

ARTICLE 22. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après sont apportées aux articles :

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Articles du CCAG-Travaux (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) auxquels il est dérogé
Article 4.1 Pièces contractuelles	4.1
Article 11.4.3 Plans d'exécution – Méthodologies - Notes de calculs - Etudes de détail	29.1.5
Article 12.2 Réception	41.5 et 41.6
Article 16.1 Pénalités	19.2
Article 17.4 Formes particulières des projets de décomptes	12.2
Article 20.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	50.4